

31 mai 2023 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

BURUNDI

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Carte du Burundi	4
Introduction	5
1. Aperçu de la situation actuelle	7
1.1. Développements politiques et relations internationales	7
1.2. Situation des droits de l’homme.....	8
1.3. Rôle des Imbonerakure	8
2. Typologie de la violence	10
2.1. Affrontements armés au Burundi	11
2.2. Affrontements armés en RDC	12
2.2.1. Groupes rebelles burundais.....	12
2.2.2. Opérations militaires burundaises	13
2.3. Violations des droits de l’homme.....	14
2.3.1. Impunité	14
2.3.2. Arrestations et détentions arbitraires / torture	15
2.3.3. Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées.....	15
3. Cibles de la violence	17
3.1. Cibles civiles	19
3.2. Opposants et personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés	20
3.3. Ex-FAB et autres Tutsi.....	22
3.4. Presse et société civile.....	22
4. Répartition géographique.....	24
5. Déplacements de population	25
5.1. Réfugiés	25
5.1.1. Retours	25
5.1.2. Conditions de vie des réfugiés.....	27
5.2. Déplacement interne	28
6. Impact de la violence sur la vie quotidienne	29
6.1. Situation économique et humanitaire	29
6.2. Droits économiques et sociaux	30
Résumé	33
Bibliographie.....	34

Liste des sigles utilisés

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
APRODH	Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues
CNDD-FDD	Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie
CNL	Congrès national pour la liberté
FAB / ex-FAB	Forces armées burundaises / ex-combattant des Forces armées burundaises
FLN	Front de libération nationale
FMI	Fonds monétaire international
FNL	Forces nationales pour la libération
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
IDHB	Initiative pour les droits humains au Burundi
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
Ligue Iteka	Ligue burundaise des droits de l’homme Iteka
MSD	Mouvement pour la solidarité et la démocratie
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
RDC	République démocratique du Congo
RED Tabara	Résistance pour un Etat de droit au Burundi Tabara
RFI	Radio France internationale
SNR	Service national des renseignements
UE	Union européenne
VBG	Violence basée sur le genre

Carte du Burundi¹



¹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/09/2018, p. 258, [url](#)

Introduction

Ce COI Focus dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burundi. Il s'agit d'une mise à jour du COI Focus *Situation sécuritaire* du 12 octobre 2022 et reprend les principaux développements qui ont eu lieu entre le 1^{er} janvier 2022 et début mai 2023.

L'analyse se compose de six chapitres. Le premier chapitre décrit les développements politiques et sécuritaires récents. Le deuxième chapitre examine la nature des violences, alors que les cibles de la violence, civiles ou autres, sont identifiées dans le troisième chapitre. Le quatrième chapitre montre la répartition géographique des violences. Le cinquième chapitre concerne les déplacements de population tant internes que vers les pays voisins. Enfin, l'impact de la violence sur la vie quotidienne et sur les droits économiques et sociaux de la population burundaise est l'objet du dernier chapitre.

Suite à la tentative de coup d'Etat de mai 2015, les organes de presse indépendants ainsi que des organisations renommées de la société civile ont été l'objet de violences ou de mesures restrictives importantes. De nombreux journalistes et activistes ont pris la voie de l'exil². Le secrétaire général des Nations unies a constaté fin 2020 que la surveillance des droits de l'homme au Burundi s'est érodée « du fait de l'absence de mécanismes, d'institutions, de voix et d'organisations indépendants consacrés à cette activité »³. Human Rights Watch (HRW) relève la difficulté d'accès au pays pour les organisations internationales, les risques pour la sécurité des activistes burundais et la crainte des victimes et des témoins de subir des représailles⁴. Par conséquent, les informations indépendantes et objectives sont devenues plus difficilement accessibles. Dans ce document, le Cedoca s'est appuyé sur la presse burundaise indépendante, en particulier SOS Médias Burundi, une plateforme de journalistes burundais anonymes opérant dans le pays même⁵, ainsi que le journal Iwacu qui, d'après Reporters sans frontières (RSF), était déjà en novembre 2015 le « dernier média indépendant à paraître au Burundi »⁶. La situation de sécurité et des droits de l'homme est également couverte par des organisations non gouvernementales (ONG) locales, telles que la Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka (Ligue Iteka) ou l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), et internationales comme HRW ou l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB). Enfin, les publications des différents organes onusiens constituent des sources supplémentaires. La Commission d'enquête indépendante créée en septembre 2016 par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies afin d'investiguer sur les violations des droits de l'homme au Burundi était le mécanisme principal pour le suivi de la situation des droits de l'homme. Elle a été remplacée par un rapporteur spécial qui dispose d'un budget et d'une marge de manœuvre plus restreints et qui, tout comme la Commission, n'a pas eu l'autorisation du gouvernement burundais de visiter le pays. Le rapporteur spécial a sorti son premier rapport en septembre 2022⁷.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont rassemblées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Burundi, à part quelques médias internationaux qui continuent d'y couvrir les développements politiques et sécuritaires, il s'agit d'organisations pour la défense des droits de l'homme telles que la Ligue Iteka, de médias burundais comme le journal Iwacu et de sites d'actualités et radios burundais animés depuis l'étranger tels que SOS Médias Burundi, Radio publique africaine (RPA) ou Inzamba⁸.

² ISS (Allison S.), 17/01/2017, [url](#) ; ACLED, 11/2021, [url](#)

³ Conseil de sécurité des Nations unies, 03/11/2020, p. 10, [url](#)

⁴ HRW, 18/05/2022, [url](#)

⁵ SOS Médias Burundi [site web], s.d., [url](#)

⁶ RSF, 16/11/2015, [url](#)

⁷ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 5, [url](#)

⁸ ACLED, 11/2021, [url](#)

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles⁹. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 31 mars 2023¹⁰. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts¹¹. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue¹².

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données¹³. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend certains incidents qui sont représentatifs des différents types de violence recensés pendant la période couverte par ce document. Des inventaires plus détaillés des incidents sont repris dans la base de données de l'ACLED ainsi que dans les rapports mensuels de certaines associations burundaises, telles que la Ligue Iteka¹⁴, l'APRODH¹⁵ ou SOS-Torture Burundi¹⁶.

Les conditions de sécurité au Burundi font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place se produisent, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

⁹ ACLED, 09/2020, [url](#)

¹⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

¹¹ ACLED, 01/2021, [url](#)

¹² ACLED, 04/2019, [url](#)

¹³ ACLED, 01/2021, [url](#)

¹⁴ Iteka [site web], s.d., [url](#)

¹⁵ APRODH [site web], s.d., [url](#)

¹⁶ SOS-Torture Burundi [blog], s.d., [url](#)

1. Aperçu de la situation actuelle

1.1. Développements politiques et relations internationales

Dès son arrivée au pouvoir en juin 2020, le président Evariste Ndayishimiye a tenté, avec un certain succès, de rétablir les relations avec les pays de la région, notamment le Rwanda, et, de manière plus large, avec la communauté internationale. En novembre 2021, les Etats-Unis ont levé toutes les sanctions prises contre le Burundi en invoquant le transfert de pouvoir de 2020 et la « réduction considérable de la violence et la poursuite des réformes »¹⁷. En février 2022, suite à la reprise du dialogue avec le Burundi, l'Union européenne (UE) a mis fin aux restrictions financières décrétées en 2016 à l'encontre du gouvernement burundais¹⁸. Toutefois, avant de reprendre l'aide budgétaire directe, l'UE continue d'insister sur la nécessité de réformes¹⁹. En octobre 2022, l'UE a supprimé les sanctions ciblées contre deux personnalités du régime dont le général Gervais Ndirakobuca nommé premier ministre un mois plus tôt²⁰. Par ailleurs, le gouvernement burundais a continué de limiter toute collaboration avec les différents organes des Nations unies²¹.

En mai 2022, l'International Crisis Group (ICG) signale que les relations entre le Burundi et le Rwanda, fort hostiles depuis 2015, se sont améliorées de manière significative depuis l'entrée en fonction du président Ndayishimiye. Le Rwanda a facilité le retour de réfugiés burundais. L'armée burundaise a lancé des attaques contre des repaires de rebelles rwandais sur son territoire dont elle avait longtemps toléré la présence²². Plusieurs anciens combattants rebelles extradés par le Rwanda en 2021 ont été condamnés à de lourdes peines au Burundi en avril 2023²³. En mars 2022, le Rwanda a rouvert sa frontière, fermée depuis 2015²⁴, une mesure réciprocquée par le Burundi en octobre 2022²⁵.

Le rapprochement entre les deux pays s'est accentué par plusieurs rencontres entre hauts dignitaires et entre le président Ndayishimiye et le président rwandais Paul Kagame en novembre 2022, ainsi que par la présence, début février 2023, de Kagame à Bujumbura - la première fois depuis dix ans - lors d'un sommet autour du conflit à l'est de la République démocratique du Congo (RDC)²⁶.

Le gouvernement burundais continue de revendiquer l'extradition des présumés putschistes de la tentative de coup d'Etat de mai 2015 qui se sont réfugiés au Rwanda comme préalable à la normalisation entière des rapports bilatéraux²⁷. En mars 2023, la visite d'une délégation burundaise composée entre autre du procureur général et du chef du Service national des renseignements (SNR) a suscité l'inquiétude chez certains réfugiés burundais au Rwanda²⁸.

Au niveau national, le 7 septembre 2022, le président Ndayishimiye a écarté son premier ministre, le général Alain Guillaume Bunyoni, qui était considéré comme le numéro deux du régime, et était soupçonné par le président de fomenter un coup d'Etat. Il a promu à ce poste son ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, le général Gervais Ndirakobuca alias Ndakugarika (« je vais t'étendre raide mort » en kirundi), qui, tout comme Bunyoni, est considéré comme un « dur »²⁹. Le 21 avril 2023,

¹⁷ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 7, [url](#) ; HRW, 08/02/2022, [url](#) ; HRW, 22/09/2022, [url](#)

¹⁸ RFI, 09/02/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/06/2022, [url](#)

¹⁹ SOS Médias Burundi, 10/06/2022, [url](#) ; RFI, 26/10/2022, [url](#)

²⁰ Iwacu (Manirakiza F.), 26/10/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 26/10/2022, [url](#)

²¹ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 7, 19-20, [url](#) ; HRW e.a., 18/08/2022, [url](#)

²² ICG, 25/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/03/2022, [url](#)

²³ SOS Médias Burundi, 05/04/2023, [url](#)

²⁴ SOS Médias Burundi, 07/03/2022, [url](#)

²⁵ SOS Médias Burundi, 30/09/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/10/2022, [url](#)

²⁶ SOS Médias Burundi, 08/11/2022, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E., Mugisha H., Yikeze A.), 13/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/02/2023, [url](#)

²⁷ SOS Médias Burundi, 30/09/2022, [url](#) ; Iwacu (Izere G. A.), 04/05/2022, [url](#)

²⁸ SOS Médias Burundi, 06/03/2023, [url](#)

²⁹ RFI, 08/09/2022, [url](#) ; Le Monde, 08/09/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Caslin O.), 08/09/2022, [url](#)

Bunyoni a été arrêté. Détenu par le SNR, selon les médias burundais, il est poursuivi, entre autres, pour atteinte à la sûreté nationale³⁰. Plusieurs sources attirent l'attention sur les rapports également tendus entre le président et Révérien Ndikuriyo, le secrétaire général du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), qui aurait été proche de Bunyoni. Ndikuriyo, qui est également considéré comme un faucon du pouvoir, adopte souvent des positions bien plus radicales à l'égard de la communauté internationale ou de l'opposition, par exemple en menaçant publiquement de tuer les adversaires du parti et du pays³¹. D'après l'IDHB, il semble ainsi contrecarrer le message d'apaisement et de conciliation propagé par le président Ndayishimiye³². En 2022, Ndikuriyo a consolidé sa base de pouvoir parmi les Imbonerakure, le mouvement de jeunes du CNDD-FDD, en supervisant la formation « patriotique » de milliers de ses membres. Selon l'IDHB, qui parle d'un « ajustement précaire entre les différentes factions et individus du parti au pouvoir », il est difficile de prédire qui prendra le dessus³³.

1.2. Situation des droits de l'homme

Dans plusieurs discours publics, le président Ndayishimiye a annoncé des réformes du système judiciaire et a promis de lutter contre la corruption et de traduire les auteurs des violations des droits de l'homme en justice³⁴. Toutefois, au courant de l'année 2022, même si l'IDHB signale que « la violence d'État est moins flagrante » qu'en 2015, des organisations burundaises et internationales indiquent que tous les problèmes structurels identifiés par la Commission d'enquête onusienne perdurent : arrestations arbitraires d'opposants politiques réels ou présumés, torture, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, violences sexuelles, restrictions aux libertés d'expression et violations des droits économiques et sociaux. Ces violations sont pour la plupart la responsabilité des forces de sécurité, du SNR et des Imbonerakure agissant généralement en toute impunité. Certains de ces abus avaient amené la Commission d'enquête onusienne à conclure que des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis³⁵.

En février 2023, l'IDHB indique que des mesures ont été prises contre certaines autorités provinciales et locales accusées de corruption³⁶, mais que le président ne semble pas prêt à passer à l'action en ce qui concerne la situation des droits de l'homme. Par ailleurs, cette organisation affirme qu'au cours de l'année 2022, les violations des droits de l'homme (assassinats politiques, disparitions forcées, cas de torture) perpétrées par des agents étatiques ont diminué. L'IDHB fait état d'un calme « relatif », « superficiel », un « répit temporaire » tout en avertissant qu'il ne faut « pas grand-chose pour que de graves violations des droits humains reprennent »³⁷.

1.3. Rôle des Imbonerakure

Plusieurs sources soulignent la connivence entre les services de sécurité et les Imbonerakure, le mouvement de jeunes du CNDD-FDD, qui ont occupé une place de plus en plus importante dans l'« appareil répressif ». Ainsi, ils dominent souvent les « comités mixtes de sécurité » qui se sont

³⁰ SOS Médias Burundi, 24/04/2023, [url](#) ; Iwacu (Muhimpundu L.), 24/04/2023, [url](#)

³¹ SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 03/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/01/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/03/2023, [url](#)

³² IDHB, 03/2022, p. 12, [url](#) ; IDHB, 07/2022, pp. 4-5, [url](#) ; IDHB, 02/2023, p. 26, [url](#)

³³ IDHB, 02/2023, pp. 5, 10, 12-16, 20-21, [url](#)

³⁴ IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), 20/06/2022, [url](#)

³⁵ IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; HRW e.a., 18/08/2022, [url](#)

³⁶ Ainsi, plusieurs administrateurs communaux accusés de détournements de fonds ont été écartés ou arrêtés. La plupart ont été libérés après remboursement de l'argent détourné, selon SOS Médias Burundi : Iwacu (Nzorubonanya F.), 11/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/04/2023, [url](#)

³⁷ IDHB, 02/2023, pp. 4-5, [url](#)

mutés en organes pour la surveillance de la population et sont actifs dans toutes les collines^{38,39}. L'ancienne aile militaire du parti au pouvoir semble gagner en puissance au dépens de l'influence des autorités civiles, selon l'IDHB. Cette source perçoit un endoctrinement et une militarisation croissante ainsi qu'une formalisation progressive du rôle des Imbonerakure dans les opérations de sécurité⁴⁰.

L'IDHB note en mars 2022 que la conduite des Imbonerakure dépend du contexte local. Certaines communes restent épargnées de violences importantes. Dans d'autres endroits, les Imbonerakure « ont repris leurs anciennes habitudes » en menaçant et attaquant des membres de l'opposition, parfois en connivence avec les forces de l'ordre ou les autorités, parfois de leur propre initiative⁴¹.

En septembre 2022, signalant une érosion de l'Etat de droit, HRW souligne également la continuation des abus commis par les Imbonerakure ciblant des personnes soupçonnées, souvent sans preuves, de soutenir l'opposition pacifique ou armée ou refusant de rejoindre le parti au pouvoir. HRW a surtout documenté ces violations dans des zones rurales⁴².

Au cours de l'année 2022, le secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, a déployé un programme de formation patriotique des Imbonerakure « les plus dignes de confiance et les plus dévoués ». Ces formations comprenaient des instructions sur la collecte de renseignements, l'arrestation de personnes suspectes ainsi que des exercices physiques et des défilés de type militaire. Selon Ndikuriyo, les militants ayant participé à ces formations, qui ont eu lieu à Bujumbura ainsi que dans plusieurs provinces⁴³, sont au nombre de 7.200⁴⁴. Ndikuriyo a appelé les Imbonerakure, qui ont joué un rôle central dans l'intimidation et le musellement de l'opposition lors des trois élections précédentes, à préparer les élections de 2025 afin d'assurer la domination du CNDD-FDD. Selon l'IDHB, les Imbonerakure semblent divisés entre, d'une part, ceux qui veulent suivre la ligne dure de Ndikuriyo et continuer la lutte contre l'opposition et les menaces sécuritaires et, d'autre part, ceux qui tentent de respecter l'appel du président Ndayishimiye à travailler au développement du pays⁴⁵.

Par ailleurs, par rapport aux années précédentes, l'IDHB signale qu'en 2022, dans un grand nombre de provinces, les Imbonerakure ont fait preuve de plus de retenue face aux militants du principal parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté (CNL). Malgré ce comportement plus réservé, cette même source indique que les pouvoirs excessifs des Imbonerakure n'ont pas été réduits partout en égale mesure. Dans certains endroits, les patrouilles nocturnes ainsi que le recours à la violence contre des opposants politiques continuent. Dans des affaires de droit commun (conflits privés ou petite délinquance), des Imbonerakure se sont également rendus coupables de violations, parfois à l'égard d'autres militants du parti au pouvoir. Certains auteurs ont été arrêtés, d'autres jouissent d'une impunité quasi-totale, en particulier dans des affaires politiques⁴⁶.

³⁸ La division administrative inférieure s'appelle colline en zone rurale et quartier en zone urbaine

³⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 12/09/2018, pp. 83-86, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 16/09/2020, pp. 63-65, [url](#) ; HRW, 27/04/2020, [url](#)

⁴⁰ IDHB, 07/2022, pp. 4-5, 25, [url](#)

⁴¹ IDHB, 03/2022, p. 11, [url](#)

⁴² HRW, 22/09/2022, [url](#)

⁴³ SOS Médias Burundi, 23/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 01/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 31/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Bururi : le lycée de province accueille une formation idéologique et paramilitaire des Imbonerakure*, 29/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/09/2022, [url](#)

⁴⁴ IDHB, 07/2022, pp. 27-28, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/04/2022, [url](#) ; IDHB, 02/2023, p. 13, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/03/2022, [url](#)

⁴⁵ IDHB, 02/2023, pp. 14-15, 21-22 [url](#)

⁴⁶ IDHB, 02/2023, pp. 10, 19-20 [url](#)

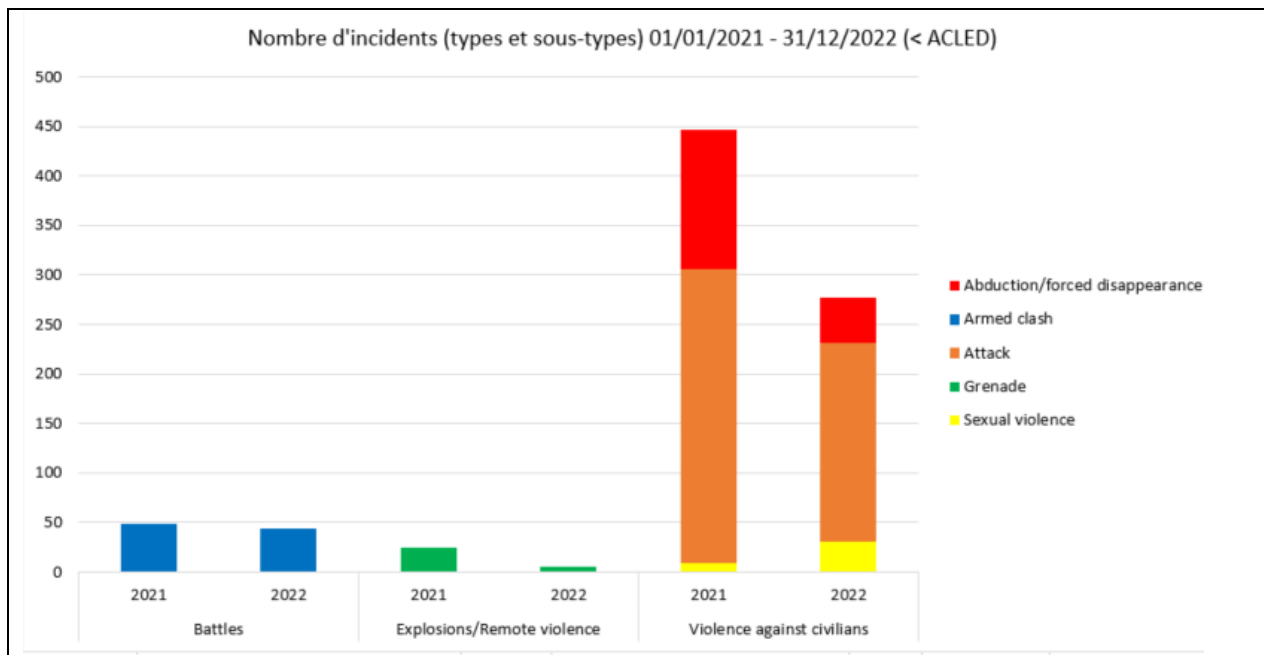
2. Typologie de la violence

Pour les trois années précédentes, l'ACLED a relevé les données suivantes concernant le nombre d'incidents violents (qui sont de trois types : *battles*, *explosions/remote violence*, *violence against civilians*)^{47,48}:

- En 2020, l'ACLED a dénombré 495 incidents dont 413 sont qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2021, l'ACLED a recensé 520 incidents dont 446 sont qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2022, l'ACLED a dénombré 327 incidents. L'ACLED a classé 44 de ces incidents comme *battles*, 6 comme *explosions/remote violence* et 277 comme *violence against civilians*.

En 2022, les données de l'ACLED indiquent une baisse nette du nombre d'incidents violents, y compris de la violence contre les civils. La plupart des violences dirigées contre les civils étaient des attaques physiques, mais l'ACLED a aussi recensé des enlèvements et disparitions forcées et des cas de violence sexuelle. Ces violences contre des civils sont majoritairement attribuées aux Imbonerakure, aux forces de l'ordre (la police et le SNR et, dans une moindre mesure, l'armée) et à des groupes non identifiés⁴⁹.

Les *battles* recensés par l'ACLED en 2022 étaient d'une part des affrontements armés parfois meurtriers entre l'armée et des groupes armés, et d'autre part des altercations parmi les Imbonerakure ou entre des opposants et des Imbonerakure qui faisaient relativement peu de victimes. Les quelques *explosions* recensées par l'ACLED concernent des attaques à la grenade, souvent par des auteurs non identifiés pour des motifs obscurs.



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2021 – 31/12/2022⁵⁰

⁴⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

⁴⁸ Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED : CGVS, 21/05/2019, [url](#)

⁴⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

⁵⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

Du 1^{er} janvier au 31 mars 2023, sur une période de trois mois donc, l'ACLED a répertorié 56 incidents. L'ACLED a classé 1 seul de ces incidents comme *battle*, 1 comme *explosions/remote violence* et 54 comme *violence against civilians*.

Une autre catégorie d'incidents encodée par l'ACLED sont les *strategic developments*. Ce type d'incident n'est pas encodé de manière systématique mais permet de comprendre le contexte de la violence⁵¹. Pour le Burundi, il s'agit surtout d'arrestations, de pillages et destructions de biens et d'extorsions, notamment de la part des Imbonerakure et dans une moindre mesure des forces de l'ordre ou d'auteurs non identifiés. Le Cedoca n'a pas intégré ces incidents dans son analyse globale de la violence. Toutefois, les données suggèrent une diminution de ce type d'incident après 2020 (100 incidents en 2020 par rapport à 34 en 2021, 42 en 2022 et 11 pendant le premier trimestre de 2023).

2.1. Affrontements armés au Burundi

Les incidents relevés au cours de l'année 2022 par l'ACLED et identifiés comme *battles* (combats) concernent d'une part des confrontations d'envergure plutôt limitée, soit des conflits internes entre des forces de sécurité ou des Imbonerakure, soit des conflits entre Imbonerakure ou forces de l'ordre et des militants de l'opposition, en particulier du parti CNL. La plupart de ces affrontements n'ont pas fait de victimes⁵².

D'autre part, les affrontements plus meurtriers concernent pour la plupart des combats entre les forces armées burundaises et des mouvements armés rwandais, notamment des éléments du Front de libération nationale (FLN⁵³) ou des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR)⁵⁴. Ces groupes armés en provenance de la RDC sont basés dans la forêt de la Kibira et ses alentours au nord-ouest du pays, en particulier dans les communes de Mabayi et Bukinanyana en province de Cibitoke, d'où ils tenteraient des incursions au Rwanda. SOS Médias Burundi rapporte que des habitants de Mabayi ont accusé des responsables administratifs, des membres des forces de sécurité, des Imbonerakure et des commerçants de collaborer avec le FLN en leur fournissant des vivres volés à la population en échange de minerais extraits dans la forêt. Des arrestations d'élus locaux et d'Imbonerakure ayant collaboré avec ces combattants ont eu lieu en 2022 et 2023⁵⁵.

Voici un aperçu des affrontements entre forces armées burundaises (et rwandaises, dans un incident) et groupes armés rwandais répertorié en 2022 par l'ACLED, surtout sur base du rapportage de SOS Médias Burundi⁵⁶ :

- 8 mai 2022 : des combats entre les forces armées et des groupes armés rwandophones non identifiés ont fait au moins un mort parmi les militaires et trois parmi les miliciens dans la commune de Mabayi (province de Cibitoke)⁵⁷ ;
- 18-20 juin 2022 : des affrontements entre des forces armées rwandaises gardant la frontière et le FLN dans la commune de Mabayi (province de Cibitoke) ont tué au moins dix rebelles⁵⁸ ;

⁵¹ ACLED, 08/2018, [url](#)

⁵² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

⁵³ A ne pas confondre avec les FNL, un groupe rebelle burundais basé à l'est de la RDC (voir 2.2. Affrontements armés en RDC)

⁵⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

⁵⁵ SOS Médias Burundi, 14/07/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/04/2023, [url](#)

⁵⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

⁵⁷ SOS Médias Burundi, 09/05/2022, [url](#)

⁵⁸ SOS Médias Burundi, 21/06/2022, [url](#)

- 14-17 juillet 2022 : lors d'opérations militaires contre le FLN visant à empêcher ce groupe armé d'extraire de l'or dans la forêt de la Kibira (commune Mabayi, province de Cibitoke), un soldat est tué. Quatre cadavres sont découverts après les combats⁵⁹ ;
- 11 août 2022 : des éléments du FLN ont attaqué des militaires burundais dans la forêt de la Kibira (commune Kabarore, province de Kayanza). Le nombre de victimes est inconnu ;
- septembre/octobre 2022 : des affrontements intenses entre militaires burundais et éléments du FLN ou des FDLR sur une période de trois semaines font au moins 42 morts et 30 blessés graves du côté rebelle. Des habitants des communes de Mabayi et Bukinanyana (province de Cibitoke) ont cherché refuge ailleurs. SOS Médias Burundi parle de rebelles rwandophones venus « en grand nombre de la RDC pour lancer des attaques contre le Rwanda »⁶⁰ ;
- 12-16 novembre 2022 : lors de nouveaux affrontements dans les communes de Mabayi et Bukinanyana (province de Cibitoke), au moins 7 rebelles rwandophones ont péri⁶¹ ;
- début décembre 2022 : suite à des affrontements avec les forces armées, les corps de neuf rebelles sont découverts dans la commune de Mabayi (province de Cibitoke)⁶².

Pendant les trois premiers mois de 2023, l'ACLED a enregistré un seul affrontement (*battle*) entre des Imbonerakure et des militants du CNL en province de Bujumbura Rural. L'ACLED n'a recensé aucun combat impliquant des groupes armés pendant cette même période. Par ailleurs, en avril 2023, SOS Médias Burundi fait état d'une offensive armée et d'affrontements au sein de la forêt de la Kibira lors desquels l'armée aurait tué des rebelles rwandais⁶³.

2.2. Affrontements armés en RDC

2.2.1. Groupes rebelles burundais

Deux groupes rebelles burundais restent actifs à l'est de la RDC. La Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RED) Tabara est le seul mouvement armé né suite à la crise de 2015 qui n'a pas disparu en raison de divisions internes ou d'autres revers. Alors qu'en 2020 et 2021, ce groupe armé avait revendiqué plusieurs attaques armées sur le territoire burundais et affrontements avec les forces armées burundaises⁶⁴, la dernière incursion de la RED Tabara au Burundi recensée par l'ACLED date de fin janvier 2022⁶⁵. L'IDHB ne mentionne plus aucune incursion ou attaque de ce groupe armé dans un rapport de juillet 2022 consacré aux opérations de l'armée burundaise en RDC. Cette source précise que le soutien au RED Tabara au Burundi semble avoir diminué et que sa capacité « à provoquer une insécurité à grande échelle ou soutenue au Burundi semble limitée ». Néanmoins, le mouvement rebelle reste « une bête noire », une menace au pouvoir du CNDD-FDD qui pourrait le considérer comme une force par procuration du Rwanda⁶⁶.

Les Forces nationales pour la libération (FNL⁶⁷) dirigées par le général Aloys Nzabampema constituent l'autre groupe rebelle burundais présent à l'est de la RDC. Les sources consultées ne mentionnent aucune incursion ou attaque de ce groupe armé sur le territoire burundais depuis début 2020.

⁵⁹ SOS Médias Burundi, 18/07/2022, [url](#)

⁶⁰ SOS Médias Burundi, 14/10/2022, [url](#)

⁶¹ SOS Médias Burundi, 21/11/2022, [url](#)

⁶² SOS Médias Burundi, 03/12/2022, [url](#)

⁶³ SOS Médias Burundi, 12/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/04/2023, [url](#)

⁶⁴ IDHB, 07/2022, pp. 21-23, [url](#)

⁶⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

⁶⁶ IDHB, 07/2022, pp. 23-24, [url](#)

⁶⁷ A ne pas confondre avec le FLN, un groupe rebelle rwandais actif dans la forêt de Kibira (voir 2.1. Affrontements armés au Burundi)

Certaines sources ont déclaré à l’IDHB que Nzabampema a commencé à collaborer avec le SNR⁶⁸, alors que plusieurs autres sources ont informé le Groupe d’experts des Nations unies, mandaté entre autres pour documenter les violations de l’embargo sur les armes en RDC, de contacts entre Nzabampema et le général déchu Alain-Guillaume Bunyoni⁶⁹. Le Cedoca n’a pas trouvé d’autres sources qui corroborent l’une de ces deux versions.

2.2.2. Opérations militaires burundaises

Plusieurs sources ont signalé depuis une dizaine d’années des incursions de militaires appuyés par des Imbonerakure dans la province du Sud-Kivu en RDC⁷⁰. Alors que l’armée burundaise n’a cessé de taire et de démentir la présence de militaires en RDC, le 15 août 2022, des troupes y sont entrées officiellement sur base d’un accord bilatéral conclu avec le gouvernement congolais⁷¹.

Les opérations de l’armée burundaise à l’est de la RDC ont principalement visé la RED Tabara⁷². Selon l’IDHB, l’armée a réussi à déloger ce groupe armé de ses bases et à le repousser sur les hauts plateaux. Par ailleurs, des soldats ont témoigné que les opérations ont été mal préparées et ont fait des dizaines, voire quelques centaines de victimes parmi les militaires burundais et les Imbonerakure. En mars 2022, un ancien officier burundais a déclaré à l’IDHB que l’armée, étant incapable de détruire le groupe rebelle, est engagée dans une « guerre d’usure » dont l’objectif est de repousser les rebelles dans des zones plus reculées afin de réduire leurs capacités de mener des opérations au Burundi⁷³.

Alors que les affrontements avec les FNL Nzabampema étaient plutôt sporadiques, l’armée burundaise a, de plus en plus, pris pour cible ce mouvement depuis septembre 2022⁷⁴. Selon RFI, des offensives en septembre et octobre 2022 se sont soldées par un échec. Par ailleurs, en novembre 2022, les rebelles auraient dû se replier suite à une nouvelle offensive conjointe des forces burundaises et congolaises qui aurait fait 40 victimes rebelles. Le général Nzabampema démentit cette version des faits⁷⁵.

Les forces burundaises coopèrent tant avec l’armée congolaise qu’avec des groupes armés qui s’y opposent, dont des groupes Mai-Mai et le groupe Gumino majoritairement banyamulenge (des rwandophones congolais). Des groupes rebelles burundais se sont également alliés à des mouvements armés congolais, dont un groupe banyamulenge appelé Twirwaneho⁷⁶.

Des organisations locales et internationales ont accusé les forces burundaises de plusieurs violations des droits de l’homme⁷⁷. L’IDHB rapporte que des soldats burundais et des Imbonerakure ont volé des récoltes et du bétail ainsi que dans l’exploitation forcée de civils congolais pour transporter leur butin. Des cas de viols de femmes et de meurtres de civils ont également été signalés⁷⁸.

⁶⁸ IDHB, 07/2022, p. 22, [url](#)

⁶⁹ Nations Unies – Conseil de sécurité, 16/12/2022, p. 22, [url](#)

⁷⁰ IDHB, 07/2022, pp. 4-5, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 14/06/2022, pp. 3, 36, [url](#)

⁷¹ Nations Unies – Conseil de sécurité, 16/12/2022, p. 21, [url](#)

⁷² SOS Médias Burundi, 16/08/2022, [url](#)

⁷³ IDHB, 07/2022, pp. 16-19, 24-25, [url](#)

⁷⁴ Nations Unies – Conseil de sécurité, 16/12/2022, p. 22, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Itombwe : les militaires burundais et congolais se sont affrontés avec les FNL*, 21/09/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 01/10/2022, [url](#) ; RPA, 04/10/2022, [url](#)

⁷⁵ SOS Médias Burundi, 27/11/2022, [url](#) ; RFI, 29/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/11/2022, [url](#)

⁷⁶ Nations unies – Conseil de sécurité, 14/06/2022, p. 37, [url](#) ; Nations Unies – Conseil de sécurité, 16/12/2022, p. 23, [url](#) ; IDHB, 07/2022, pp. 4-9, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/03/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/01/2023, [url](#)

⁷⁷ SOS Médias Burundi, 15/08/2022, [url](#)

⁷⁸ IDHB, 07/2022, pp. 16, 21, [url](#)

2.3. Violations des droits de l'homme

En raison de l'ampleur des abus et de la difficulté rencontrée par des organisations de défense des droits de l'homme pour les documenter, HRW et l'IDHB soulignent que le nombre de violations des droits de l'homme recensé ne représente probablement qu'une fraction du nombre réel⁷⁹. Toutefois, l'IDHB note en 2022 une diminution des assassinats politiques et des disparitions forcées d'opposants réels ou supposés ainsi qu'une baisse du nombre de cas de torture aux mains d'agents du SNR et de la police⁸⁰.

2.3.1. Impunité

En septembre 2022, le rapporteur spécial onusien a signalé le manque d'indépendance de la justice et la sélectivité des poursuites concernant avant tout des crimes de droit commun (et non pas des crimes politiques). Les plaintes introduites pour des violations graves « ont rarement débouché sur l'ouverture d'enquêtes impartiales, et encore plus rarement sur la poursuite et la condamnation des auteurs »⁸¹.

Le rapporteur spécial et l'IDHB relèvent comme un éventuel exemple de justice le cas de Gérard Ndayisenga, agent du SNR impliqué dans de nombreuses violations et arrêté en décembre 2021 pour son implication dans la mort d'un opposant⁸². Mais en août 2022, la RPA se demande si Ndayisenga, sorti de prison en juillet 2022 et introuvable depuis, est toujours en vie⁸³. En décembre 2022, la Cour suprême a confirmé les jugements condamnant deux Imbonerakure à 15 ans de prison pour le meurtre d'un militant du CNL. Cependant, l'un des deux condamnés a été vu par la suite près de son domicile, selon l'IDHB, qui précise que les conditions de sa mise en liberté ne sont pas connues⁸⁴.

La presse a couvert plusieurs arrestations et condamnations d'Imbonerakure, d'autres membres du CNDD-FDD ou d'agents de l'Etat en 2022 et pendant le premier trimestre de 2023. Hormis quelques exceptions⁸⁵, les cas rapportés concernent non pas des crimes politiques (c'est-à-dire commis à l'égard d'opposants ou de dissidents), mais plutôt des affaires de droit commun, allant de fraude jusqu'à la torture et l'assassinat⁸⁶, ou des règlements de compte entre partisans du parti au pouvoir⁸⁷. En mars 2023, des procureurs de province ont été suspendus, arrêtés ou poursuivis pour un cas d'extorsion et un cas de torture⁸⁸. Cependant, les sources consultées ne mentionnent aucune action judiciaire à l'égard de deux autres personnes impliquées dans ce cas de torture, à savoir le gouverneur de la province de Rutana, toujours en place en 2023⁸⁹, et un agent du SNR⁹⁰.

Dans d'autres affaires de droit commun, les Imbonerakure ou agents de l'Etat soupçonnés d'être les auteurs de violations n'ont pas été inquiétés ou ont fait l'objet de détentions courtes⁹¹.

⁷⁹ IDHB, 03/2022, p. 5, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

⁸⁰ IDHB, 02/2023, p. 4, [url](#)

⁸¹ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 11, [url](#)

⁸² Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 11, [url](#) ; IDHB, 03/2022, pp. 18-27, [url](#)

⁸³ RPA, 31/08/2022, [url](#)

⁸⁴ IDHB, 13/02/2023, [url](#)

⁸⁵ SOS Médias Burundi, 13/06/2022, [url](#)

⁸⁶ SOS Médias Burundi, 27/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 31/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Rutana : le gouverneur de province et le responsable du SNR visés par une enquête*, 21/09/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/01/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/04/2023, [url](#) ; Le Mandat, 18/04/2023, [url](#)

⁸⁷ SOS Médias Burundi, 05/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/12/2022, [url](#)

⁸⁸ SOS Médias Burundi, 15/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/03/2023, [url](#)

⁸⁹ ABP, 09/03/2023, [url](#)

⁹⁰ RPA, 22/09/2022, [url](#)

⁹¹ SOS Médias Burundi, 17/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un corps d'un homme retrouvé mort après être arrêté par un représentant du SNR passe deux semaines à la morgue*, 29/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, *Kirundo : un Imbonerakure tué par ses pairs*, 11/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi,

Quelquefois, ne faisant plus confiance à la police et la justice, la population locale s'en est prise violemment à des Imbonerakure⁹². Fin juillet 2022, SOS Médias Burundi indique que cinq Imbonerakure ont été lynchés dans une période d'un mois⁹³.

2.3.2. Arrestations et détentions arbitraires / torture

Les arrestations et détentions arbitraires constituent les violations documentées le plus souvent par la Commission d'enquête onusienne entre 2016 et 2021. Ces arrestations, parfois suivies d'un séjour dans un centre de détention non officiel, donnent lieu à différents autres types de violation comme des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, de la torture et des violences sexuelles⁹⁴.

En mars 2022, l'IDHB décrit la trajectoire suivie par de nombreux opposants présumés : suite à une arrestation arbitraire ou un enlèvement par des agents étatiques, ils sont détenus au bureau provincial avant d'être transférés au siège du SNR à Bujumbura où ils restent quelques jours ou plusieurs mois. Des contacts trouvés dans les téléphones confisqués sont parfois aussi arrêtés. Dans les lieux de détention, plusieurs détenus soupçonnés de collaboration avec des groupes armés ont été soumis à la torture afin de leur extraire des aveux. Certains ont été libérés, d'autres envoyés en prison⁹⁵.

En 2022 à plusieurs endroits, SOS Médias Burundi a rapporté l'arrestation de personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés⁹⁶. Par ailleurs, pendant la deuxième moitié de 2022 et les premiers mois de 2023, les sources consultées relèvent moins souvent ce type d'arrestation⁹⁷.

A diverses occasions, les autorités de Bujumbura ont recouru à des arrestations massives sans préciser les motifs de ces interpellations. Selon SOS Médias Burundi, en mars 2022, suite à de grandes fouilles menées par des militaires et des policiers lourdement armés dans le quartier de Ngagara, plusieurs « irréguliers dangereux » ont été embarquées⁹⁸. En juillet 2022, quelque 300 personnes dont de nombreux enfants de la rue ont été arrêtés lors de rafles de la police contre des « vagabonds »⁹⁹. Début février 2023, en centre-ville de Bujumbura, la police a arrêté des dizaines de jeunes désœuvrés qui, par la suite, ont été amenés sur des chantiers afin d'aider dans des travaux de construction¹⁰⁰.

2.3.3. Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées

En août 2021, le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées avait ouvert 250 dossiers pour le Burundi¹⁰¹. Le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), une organisation burundaise opérant en exil qui se concentre sur les disparitions forcées, a documenté 81 disparitions forcées lors des deux premières années de gouvernance du président Ndayishimiye, entre juin 2020 et juin 2022, et avertit que ce chiffre reste bien en deçà du nombre réel. L'organisation perçoit « une sorte de répit » pendant le premier semestre de 2022, mais avertit que la « moindre

03/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/01/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/03/2023, [url](#) ; Le Mandat, 17/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/04/2023, [url](#)

⁹² SOS Médias Burundi, 28/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 20/12/2022, [url](#)

⁹³ SOS Médias Burundi, 26/07/2022, [url](#)

⁹⁴ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 9-10, [url](#)

⁹⁵ IDHB, 03/2022, p. 5, [url](#)

⁹⁶ SOS Médias Burundi, 06/04/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/04/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/04/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/08/2022, [url](#)

⁹⁷ SOS Médias Burundi, 30/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/02/2023, [url](#)

⁹⁸ SOS Médias Burundi, 16/03/2022, [url](#)

⁹⁹ RFI, 08/07/2022, [url](#)

¹⁰⁰ Iwacu (Kwizera E.), 16/02/2023, [url](#)

¹⁰¹ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 10, [url](#)

tension politique ou sécuritaire » pourrait de nouveau attiser le phénomène¹⁰². L'IDHB fait également état d'une diminution du nombre de disparitions forcées pendant l'année 2022¹⁰³.

Alors qu'entre 2019 et 2022, le nombre d'enlèvements et de disparitions répertoriés par la Ligue Iteka se situait entre 45 et 62 cas par an, ce qui revient à environ 11 à 15 cas par trimestre¹⁰⁴, pour le premier trimestre de 2023, la Ligue Iteka a recensé 4 enlèvements et disparitions forcées¹⁰⁵.

Les victimes de disparitions identifiées par le FOCODE sont d'abord des opposants appartenant au CNL ou au Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) ainsi que d'anciens militaires soupçonnés de collaboration avec la RED Tabara. Des membres du parti au pouvoir, des opposants et anciens militaires libérés dans le cadre de la grâce présidentielle de mars 2021 et quelques personnes rapatriées depuis le Rwanda ont aussi été portés disparus¹⁰⁶. Le FOCODE relève aussi la disparition en province de Cibitoke de plusieurs personnes enlevées avant ou après la traversée de la rivière Rusizi, en particulier à l'époque où la frontière congolaise était fermée en raison de la pandémie. Des Imbonerakure ont arrêté et volé ces personnes avant de les tuer ou les remettre au SNR. Selon le FOCODE, ceci concernait surtout des Tutsis soupçonnés de collaboration avec la RED Tabara¹⁰⁷.

Les auteurs des disparitions documentées par le FOCODE appartiennent aux renseignements militaires, aux Imbonerakure et au SNR. En 2021 et 2022, toutefois, le SNR n'a presque plus été identifié comme auteur¹⁰⁸.

Depuis le début de la crise, les médias et la société civile font régulièrement état de la découverte de cadavres dans l'espace public, à Bujumbura comme à l'intérieur du pays, sur des axes routiers ou dans les rivières¹⁰⁹. En 2022, la Ligue Iteka et l'APRODH ont recensé respectivement 270 et 300 cadavres¹¹⁰. Pendant les trois premiers mois de 2023, la Ligue Iteka a dénombré 49 cadavres¹¹¹. Plusieurs sources signalent que, bien que de nombreux cadavres montrent des signes de violence, les autorités locales, les Imbonerakure ou les policiers ont continué à les enterrer hâtivement sans enquêter sur leur identité ou la cause du décès¹¹². Dans plusieurs cas recensés en 2022 et 2023, des soupçons pèsent sur des agents du SNR ou des Imbonerakure, d'après SOS Médias Burundi¹¹³. Dans bien d'autres cas, soit l'information sur le motif ou les auteurs manque¹¹⁴, soit il semble s'agir de crimes de droit commun¹¹⁵. La province de Cibitoke limitrophe de la RDC, où plus de 200 corps ont été retrouvés dans la période 2021-2022¹¹⁶, est la plus atteinte par ce phénomène¹¹⁷.

¹⁰² FOCODE, 29/08/2022, [url](#)

¹⁰³ IDHB, 02/2023, p. 4, [url](#)

¹⁰⁴ Ligue Iteka, 01/2020, p. 4, [url](#) ; Ligue Iteka, 01/2021, p. 1, [url](#) ; Ligue Iteka, 01/2022, p. 6, [url](#) ; Ligue Iteka, 01/2023, p. 5, [url](#)

¹⁰⁵ Ligue Iteka, 04/2023, [url](#)

¹⁰⁶ SOS Médias Burundi, 27/08/2021, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 09/01/2022, [url](#) ; RPA, 07/05/2022, [url](#)

¹⁰⁷ FOCODE, 29/08/2022, [url](#)

¹⁰⁸ FOCODE, 29/08/2022, [url](#)

¹⁰⁹ SOS Médias Burundi, 02/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/09/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/09/2022, [url](#)

¹¹⁰ Ligue Iteka, 01/2023, pp. 5-12, [url](#) ; APRODH, 01/2023, pp. 6, 9-13, [url](#)

¹¹¹ Ligue Iteka, 04/2023, [url](#)

¹¹² Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 8, [url](#) ; Ligue Iteka, 09/2022, p. 4, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

¹¹³ SOS Médias Burundi, 08/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/12/2022, [url](#)

¹¹⁴ SOS Médias Burundi, 26/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 01/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 20/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/04/2023, [url](#)

¹¹⁵ SOS Médias Burundi, 07/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/04/2023, [url](#)

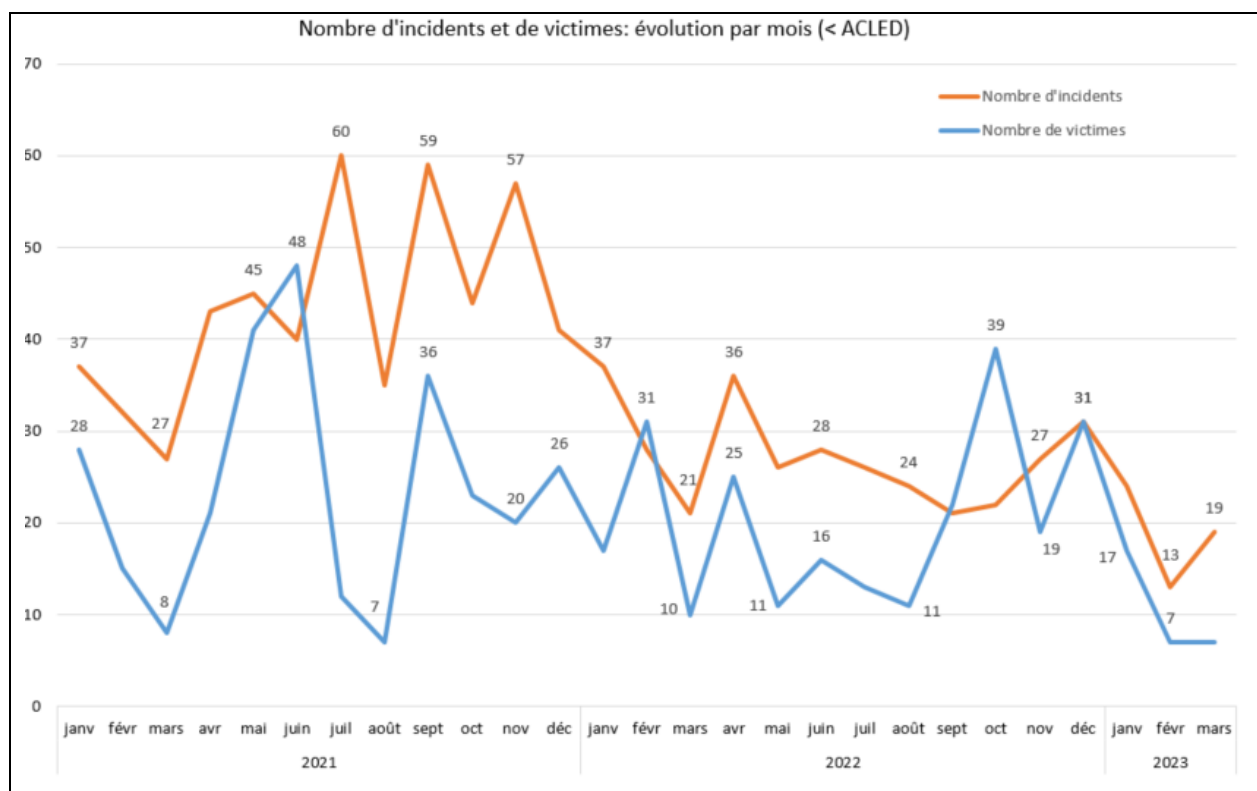
¹¹⁶ Ligue Iteka, 01/2023, p. 9, [url](#) ; Ligue Iteka, 01/2022, p. 10, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/01/2023, [url](#)

¹¹⁷ HRW, 18/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 20/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/04/2023, [url](#)

3. Cibles de la violence¹¹⁸

Des organisations pour la défense des droits de l’homme indiquent que le nombre de violations et de victimes est difficile à déterminer à cause de la difficulté d’accès au pays pour les organisations internationales, de la crainte des victimes et témoins de subir des représailles, de la peur généralisée au sein de la population et de la surveillance des membre de la société civile et de la presse¹¹⁹.

Le graphique suivant montre l’évolution du nombre d’incidents et de victimes (morts) depuis début 2021 jusque fin mars 2023 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l’ACLED, 01/01/2021 – 31/03/2023¹²⁰

¹¹⁸ L’ACLED n’est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L’organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L’ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et qu’il s’agit d’estimations. Il convient aussi de noter que l’ACLED encode parfois des incidents de manière tardive. Ainsi, le nombre total de victimes ne peut être exhaustif. Plus d’informations sur la manière dont l’ACLED procède pour recenser le nombre de morts sont disponibles dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l’ACLED : ACLED, 01/2021, [url](#) ; CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

¹¹⁹ HRW, 18/09/2018, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

¹²⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation, 31/03/2023, [url](#)

Le tableau suivant montre le nombre de personnes tuées par type d'incident recensé depuis 2020 par l'ACLED :

Type d'incident	Personnes tuées			
	2020	2021	2022	jan-mars 2023
<i>Battles</i>	133	71	101	/
<i>Explosions (grenades)</i>	9	22	4	1
<i>Violence against civilians</i>	176	192	140	30
Total	318	285	245	31

Tableau réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2019 – 31/03/2023¹²¹

La Ligue Iteka et l'APRODH, deux organisations renommées radiées par les autorités burundaises, publient régulièrement des chiffres sur les victimes des violences au Burundi¹²². Ces associations fournissent également des chiffres sur les disparitions, la torture, la violence basée sur le genre (VBG) et les arrestations arbitraires. Comme le total de personnes tuées recensé par la Ligue Iteka comprend aussi des victimes de règlements de compte, de justice populaire, d'infanticide et de morts accidentels, le Cedoca ne considère ci-dessous que les personnes tuées par des agents étatiques, par des auteurs inconnus et lors d'attaques à main armée (affrontements entre les forces de l'ordre et des groupes armés, explosions de grenade). Quant à l'APRODH, le Cedoca ne retient que les personnes tuées par des agents étatiques ou des Imbonerakure ainsi que par des groupes armés (et non pas ceux tués par des civils). Ces associations ne font pas de distinction entre victimes civiles et non civiles.

2020

En 2020, la Ligue Iteka a attribué 351 personnes tuées soit à des agents étatiques (73, dont 32 exécutions extrajudiciaires), soit à des auteurs non identifiés (212), soit à des attaques à main armée (66). L'association a compté 52 personnes enlevées ou disparues ; 89 victimes de VBG ; 124 cas de torture ; 1.181 arrestations arbitraires¹²³.

En 2020, l'APRODH a attribué 342 personnes tuées soit au SNR et d'autres agents étatiques et aux Imbonerakure (299), soit à des groupes armés (43). L'association a répertorié 1.561 arrestations arbitraires ; 85 enlèvements et disparitions ; 129 cas de torture ; 42 cas de VBG¹²⁴.

2021

En 2021, la ligue Iteka a attribué 388 personnes tuées soit à des agents étatiques (57, dont 9 exécutions extrajudiciaires), soit à des auteurs non identifiés (296¹²⁵), soit à des attaques à main armée (35). L'organisation a répertorié 535 arrestations arbitraires ; 62 enlèvements et disparitions ; 63 cas de torture ; 101 victimes de VBG¹²⁶.

En 2021, l'APRODH a attribué 388 personnes tuées soit au SNR et d'autres agents étatiques et aux Imbonerakure (329), soit à des groupes armés (59). L'association a enregistré 507 arrestations arbitraires ; 69 enlèvements et disparitions ; 65 cas de torture ; 78 cas de VBG¹²⁷.

¹²¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

¹²² L'APRODH publie également des chiffres mensuels et annuels, mais pour l'année 2022 les chiffres du mois d'avril sont absents : APRODH [site web], s.d., [url](#)

¹²³ Ligue Iteka, 01/2021, p. 1, [url](#)

¹²⁴ APRODH, 01/2021, [url](#)

¹²⁵ La Ligue Iteka avance un nombre beaucoup plus élevé de personnes tuées par des inconnus, mais y inclut également les centaines de personnes mortes lors d'un incendie dans la prison de Gitega en décembre 2021.

¹²⁶ Ligue Iteka, 01/2022, p. 6, [url](#)

¹²⁷ APRODH, 01/2022, [url](#)

2022

En 2022, la Ligue Iteka a attribué 375 personnes tuées soit à des agents étatiques (42, dont 9 exécutions extrajudiciaires), soit à des auteurs inconnus (264), soit à des attaques armées (69). Par rapport aux années précédentes, la Ligue Iteka fait état d'une baisse du nombre d'arrestations arbitraires (448), d'enlèvements et disparitions forcées (43) et des cas de tortures (57), mais d'une augmentation des VBG (139)¹²⁸.

En 2022, l'APRODH a attribué 331 personnes tuées au SNR et d'autres agents étatiques et aux Imbonerakure et aucun aux groupes armés. Elle a enregistré 372 arrestations arbitraires, 55 enlèvements et disparitions, 52 cas de torture et 118 cas de VBG¹²⁹.

2023

Pendant les trois premiers mois de 2023, la Ligue Iteka a attribué 55 personnes tuées soit à des agents étatiques (10), soit à des auteurs inconnus (45). L'organisation a recensé 172 arrestations arbitraires, 4 enlèvements et disparitions forcées, 12 cas de torture et 34 cas de VBG¹³⁰.

Le nombre de personnes tuées recensées par l'ACLED est bien inférieur à celui avancé par la Ligue Iteka et l'APRODH, en particulier en 2022 et pendant le premier trimestre de 2023. Il est difficile d'interpréter ces divergences. L'ACLED a relevé que les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis, susceptibles de manipulations, d'exagérations ou de sous-estimations¹³¹.

3.1. Cibles civiles

L'ACLED offre un aperçu des civils tués (*civilian targeting*) sur la base de deux types d'incidents, notamment les *explosions/remote violence* et la *violence against civilians*¹³² :

- En 2020, parmi les 318 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 185 étaient des civils.
- En 2021, parmi les 285 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 214 étaient des civils.
- En 2022, parmi les 245 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 143 étaient des civils.

Du 1^{er} janvier au 31 mars 2023, l'ACLED a répertorié 31 personnes tuées, toutes des civils¹³³.

Alors qu'avant 2022, le nombre global de victimes et de victimes civiles répertorié par l'ACLED restait plus ou moins stable, en 2022 et lors du premier trimestre de 2023, l'ACLED a enregistré une diminution nette du nombre de victimes civiles. A noter toutefois que le nombre de victimes répertoriées par l'ACLED en 2022 et pendant les premiers mois de 2023 reste bien en deçà de ceux recensés par la ligue Iteka et l'APRODH.

Comme au cours des années précédentes, en 2022, les violences contre les civils (85 %) ainsi que le nombre de victimes civiles (58 %) constituaient la majorité de tous les incidents et victimes recensés par l'ACLED. Des Imbonerakure et les forces de l'ordre ainsi que des groupes armés non identifiés en sont les auteurs principaux.

¹²⁸ Ligue Iteka, 01/2023, pp. 5-12, [url](#)

¹²⁹ APRODH, 01/2023, pp. 6, 9-13, [url](#)

¹³⁰ Le rapport trimestriel de la Ligue Iteka parle de 123 personnes tuées dont 35 personnes mortes suite à des pluies diluviennes. Après soustraction de ces 35 victimes de désastres naturels, le Cedoca a retenu 88 victimes d'une mort violente : Ligue Iteka, 04/2023, [url](#)

¹³¹ ACLED, 01/2021, [url](#) ; CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

¹³² L'ACLED définit un civil comme une personne non armée incapable de se défendre (les militants politiques, activistes ou journalistes sont donc inclus). Pour calculer le nombre approximatif de victimes civiles, le Cedoca a retenu, non pas seulement les victimes des incidents qualifiés de violences contre les civils, mais les victimes de tous les incidents violents dans lesquels des civils étaient impliqués : ACLED, 01/2021, pp. 12, 25, [url](#) ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

¹³³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

3.2. Opposants et personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés

HRW écrit au cours du premier semestre de 2022 que le gouvernement Ndayishimiye « a intimidé et réprimé ses opposants, détenu et torturé ses détracteurs, et [...] a tué et fait disparaître un grand nombre de personnes qu'il soupçonne de travailler avec l'opposition politique ou avec des groupes rebelles ». HRW précise que ces exactions cadraient dans une réponse « musclée » aux attaques menées en 2020 et 2021 dans plusieurs provinces par des assaillants armés contre des civils et des agents de l'Etat. La province de Cibitoke a particulièrement été affectée par « une répression brutale »¹³⁴. L'IDHB rapporte au cours de l'année 2022 que le gouvernement a ciblé non seulement des militants du CNL, mais « toute personne perçue comme ne soutenant pas le CNDD-FDD ou vaguement soupçonnée de liens avec des groupes armés », dont la RED Tabara. Des centaines de telles personnes ont été arrêtées ou enlevées depuis 2020. Souvent le SNR les a interpellées sans preuves claires. Des détenus ont été torturés pour leur extorquer des aveux. Certains en ont succombé. D'autres ont été portés disparus. Nombre d'entre eux étaient proches de l'opposition politique. Cette « répression » sert à empêcher l'opposition politique ou armée à se regrouper¹³⁵.

Au cours du deuxième semestre de 2022 et pendant les premiers mois de 2023, les médias burundais rapportent moins souvent des opérations ou des violations ciblant des personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés. Fin décembre 2022, SOS Médias rapporte la détention et la torture de deux hommes soupçonnés de collaboration avec la RED Tabara dans un cachot du SNR à Cibitoke¹³⁶. D'après cette même source, en février 2023 dans cette même province, le SNR a enlevé pendant quelques jours un enseignant également suspect de contacts avec des groupes armés basés en RDC. Celui-ci aurait été libéré sous la pression des instances hiérarchiques à Bujumbura¹³⁷.

Les détenus accusés d'infractions liées à la sûreté de l'Etat ou de collaboration avec des groupes armés sont exclus d'éventuelles libérations anticipées ou de mises en liberté par grâce présidentielle. La plupart des prisonniers politiques, souvent condamnés à l'issue de procès inéquitables, entrent dans cette catégorie, selon l'IDHB¹³⁸.

HRW indique que des membres de familles de victimes craignent de se renseigner sur le sort de leurs proches auprès de la police ou des centres de détention du SNR. De nombreuses personnes, qu'il s'agisse de militants d'un groupe d'opposition ou non, ont déclaré à HRW qu'elles craignent d'être perçues comme des opposants au pouvoir¹³⁹. De même, l'IDHB remarque en mars 2022 que de nombreux Burundais « ont désormais tellement peur d'être arrêtés ou enlevés qu'ils n'osent pas dire ce qu'ils pensent, de crainte d'être perçus comme des opposants au parti au pouvoir »¹⁴⁰.

L'IDHB indique qu'en 2022, les attaques contre le CNL ont diminué. Toutefois, certains cas de violence documentés ont occasionné de graves blessures chez des militants du parti de l'opposition¹⁴¹. En 2022 et pendant les premiers mois de 2023, plusieurs sources ont continué de rapporter des violations ciblant les militants du CNL, dont certains sont accusés de collaboration avec des groupes armés. Ceux-ci ont fait l'objet d'intimidations et d'agressions¹⁴², d'arrestations arbitraires¹⁴³, d'enlèvements

¹³⁴ HRW, 08/02/2022, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

¹³⁵ IDHB, 07/2022, p. 24, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/02/2022, [url](#)

¹³⁶ SOS Médias Burundi, 30/12/2022, [url](#)

¹³⁷ SOS Médias Burundi, 28/02/2023, [url](#)

¹³⁸ IDHB, 03/2022, p. 15, [url](#)

¹³⁹ HRW, 18/05/2022, [url](#)

¹⁴⁰ IDHB, 03/2022, p. 4, [url](#)

¹⁴¹ IDHB, 02/2023, pp. 19, 23-25, [url](#)

¹⁴² SOS Médias Burundi, 02/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/07/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/09/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/04/2023, [url](#)

¹⁴³ SOS Médias Burundi, 10/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 20/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/11/2022, [url](#)

et de disparitions¹⁴⁴, de tortures¹⁴⁵ et, dans quelques cas, d'assassinats¹⁴⁶. Après des affrontements entre militants du CNL et des Imbonerakure, ce sont souvent les partisans de l'opposition qui font l'objet d'arrestations et de poursuites, alors que ceux du CNDD-FDD sont rarement inquiétés par la justice¹⁴⁷. Suite à une telle altercation dans la province de Ngozi en avril 2022, seize militants du CNL ont été condamnés à 15 ans de prison. Comme plusieurs d'entre eux avaient fui, leurs maisons ont été attaquées par des Imbonerakure et leurs épouses malmenées et incarcérées pendant quelques jours à la place de leurs maris, selon les médias burundais¹⁴⁸. Par ailleurs, suite au meurtre d'un militant du CNL en avril 2023 dans la province de Ngozi, deux Imbonerakure ont été arrêtés¹⁴⁹.

En mars 2023, le parti CNL a pu célébrer son quatrième anniversaire en présence de milliers de militants venus de tout le pays¹⁵⁰. Par ailleurs, le congrès extraordinaire prévu en avril 2023 a été suspendu par les autorités¹⁵¹. Dans plusieurs endroits, le CNL a pu déployer ses activités sans ingérence et, dans une province au moins, un leader du CNDD-FDD a ordonné aux Imbonerakure de ne pas harceler les opposants, selon l'IDHB. En revanche, dans d'autres provinces, les autorités ont continué d'entraver les activités du parti en interdisant des réunions ou des cérémonies. Des militants du CNL ont fait l'objet de discriminations au niveau de l'accès aux services publics de base¹⁵².

L'IDHB et SOS Médias Burundi relèvent des pressions, des menaces et des agressions de la part d'Imbonerakure, parfois en collaboration avec des forces de sécurité ou des autorités locales, pour adhérer au CNDD-FDD¹⁵³. Ces pressions visent des militants de l'opposition qui risquent de perdre leur emploi au sein des services publics¹⁵⁴, des personnes déplacées qui risquent d'être chassées du site qui les accueille¹⁵⁵ ou, dans encore un autre cas, une personne rapatriée depuis le Rwanda menacée de mort¹⁵⁶. Certains finissent par céder et adhérer au parti au pouvoir. L'IDHB donne l'exemple d'un représentant local du CNL arrêté pour collaboration présumée avec des groupes armés. Après avoir refusé de rejoindre le CNDD-FDD, il a été condamné en première instance mais acquitté en appel début 2022. En outre, l'IDHB signale que « des soupçons vagues et non fondés d'être un membre de l'opposition » peuvent entraîner l'hostilité et l'agression de la part des Imbonerakure¹⁵⁷.

SOS Médias Burundi rapporte l'arrestation par des Imbonerakure le 9 octobre 2022 de dizaines de militants, pour la majorité des musulmans, du parti de l'opposition Union pour la paix et la démocratie (UPD) Zigamibanga dans la province de Muyinga. Ils étaient suspectés de tenir une réunion illégale. Certains ont été relâchés après une courte investigation¹⁵⁸. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a pas trouvé d'informations sur le sort des autres personnes interpellées.

¹⁴⁴ HRW, 18/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/01/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/02/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/04/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/03/2023, [url](#)

¹⁴⁵ HRW, 18/05/2022, [url](#) ; IDHB, p. 5, 03/2022, [url](#)

¹⁴⁶ HRW, 18/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/06/2022, [url](#)

¹⁴⁷ IDHB, 03/2022, p. 11, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/03/2023, [url](#)

¹⁴⁸ SOS Médias Burundi, 11/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/05/2022, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), 23/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/07/2022, [url](#)

¹⁴⁹ SOS Médias Burundi, 08/04/2023, [url](#)

¹⁵⁰ SOS Médias Burundi, 13/03/2023, [url](#)

¹⁵¹ Iwacu (Harerimana E.), 15/04/2023, [url](#)

¹⁵² IDHB, 02/2023, pp. 11, 19-20, 23-28, [url](#)

¹⁵³ IDHB, 02/2023, pp. 11, 19-20, 23-28, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/04/2023, [url](#)

¹⁵⁴ SOS Médias Burundi, 27/06/2022, [url](#)

¹⁵⁵ SOS Médias Burundi, 05/06/2022, [url](#)

¹⁵⁶ SOS Médias Burundi, 07/09/2022, [url](#)

¹⁵⁷ IDHB, 02/2023, pp. 11, 19-20, 23-28, [url](#)

¹⁵⁸ SOS Médias Burundi, 18/10/2022, [url](#)

3.3. Ex-FAB et autres Tutsi

La commission d'enquête onusienne indiquait dans son rapport de septembre 2017 que même si, dans certains cas, l'origine ethnique des victimes peut être un facteur aggravant pour les auteurs des violations des droits de l'homme, celles-ci n'ont pas été ciblées en premier lieu à cause de leur appartenance ethnique. La commission souligne que les victimes sont des Hutu comme des Tutsi, ciblées pour des motifs politiques, notamment leur opposition supposée au pouvoir en place¹⁵⁹.

Plusieurs sources indiquent que la haute administration ainsi que les forces de l'ordre ont été quelque peu « purgées des Tutsi ». Des anciens membres des Forces armées burundaises, appelées ex-FAB et majoritairement tutsi, sont particulièrement ciblés¹⁶⁰.

Suite aux incidents sécuritaires des mois d'août et de septembre 2020, la commission d'enquête onusienne a indiqué qu'une « répression » effectuée par des agents du SNR ainsi que par des Imbonerakure a visé des personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés sur base d'un « profilage ethnique et/ou politique » : des ex-FAB actifs ou retraités ainsi que leurs proches, de jeunes Tutsi et des membres de l'opposition, notamment du CNL¹⁶¹. Suite à des attaques violentes survenues pendant le deuxième semestre de 2021, plusieurs sources dont la commission d'enquête onusienne signalent que les forces de l'ordre ont visé les mêmes catégories de personnes¹⁶².

Les sources consultées par le Cedoca ne mentionnent plus d'opérations des forces de sécurité ou d'Imbonerakure ciblant particulièrement des ex-FAB ou des Tutsi en 2022 et pendant les premiers mois de 2023. Par ailleurs, fin 2022 et début 2023, SOS Médias Burundi rapporte l'arrestation par le SNR (et la mise en liberté consécutive)¹⁶³ d'un ex-FAB soupçonné de communiquer avec des médias en exil ainsi que deux meurtres d'ex-FAB dans des circonstances non élucidées¹⁶⁴.

3.4. Presse et société civile

HRW souligne en septembre 2022 que l'espace pour la société civile et les médias reste très restreint, que les organisations indépendantes nationales et internationales ne sont pas en mesure de travailler au Burundi, que les personnes perçues comme critiques du pouvoir « continuent d'en subir la répression » et que de nombreux activistes et journalistes restent en exil¹⁶⁵. RSF relève quelques petites avancées, notamment les efforts de normalisation des relations entre les autorités et les médias et un discours public moins hostile à l'égard de la presse. Toutefois, l'ONG relève une surveillance étroite de la presse et une impunité totale par rapport aux auteurs des exactions ciblant les journalistes. RSF décrit une « véritable culture de la peur » au sein des rédactions qui appliquent largement l'autocensure¹⁶⁶. Iwacu relève que beaucoup de médias évitent des reportages sur le terrain et ne traitent pas de sujets sensibles comme les violations des droits de l'homme ou la corruption¹⁶⁷.

Le rapporteur spécial onusien note en septembre 2022 qu'aucune des organisations des droits de l'homme suspendues ou interdites par le gouvernement burundais et opérant en exil, telles que la Ligue Iteka ou l'APRODH, n'a fait de demande de retour au pays faute de garanties de sécurité¹⁶⁸.

¹⁵⁹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 18/09/2017, pp. 104-105, 120, 190, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2019, p. 87, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 16/09/2020, pp. 37-38, [url](#)

¹⁶⁰ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 18/09/2017, p. 198, [url](#) ; ISS, 04/2020, pp. 8-9, [url](#)

¹⁶¹ HCDH, 11/03/2021, [url](#)

¹⁶² IDHB, 11/2021, pp. 19, 25, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 15/09/2021, pp. 27, 69, [url](#) ; RFI, 28/06/2021, [url](#)

¹⁶³ SOS Médias Burundi, 01/02/2023, [url](#)

¹⁶⁴ SOS Médias Burundi, 18/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/01/2023, [url](#)

¹⁶⁵ HRW e.a., 18/08/2022, [url](#) ; HRW, 22/09/2022, [url](#)

¹⁶⁶ Iwacu (Mugisha H. e.a.), 06/05/2022, [url](#)

¹⁶⁷ Iwacu (Mbazumutima A.), 07/02/2023, [url](#)

¹⁶⁸ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 20, [url](#)

En 2021 et 2022, certains activistes de la société civile emprisonnés ont été libérés. En avril 2021, après quatre années de détention arbitraire, Nestor Nibitanga, ancien collaborateur de l'APRODH, a été gracié et libéré. En juillet 2021, Germain Rukuki, activiste au sein de l'Association contre la torture (ACAT) Burundi, détenu arbitrairement depuis 2017, a été libéré après une réduction de sa peine¹⁶⁹. En décembre 2022, Tony Germain Nkina, un avocat proche de l'APRODH, a été acquitté en appel et libéré après deux ans d'incarcération. Il avait été condamné à cinq ans de prison pour collaboration avec des groupes armés lors d'un procès qualifié de « parodie de justice » par HRW¹⁷⁰.

Ces libérations ont suscité « un bref moment d'optimisme », selon l'IDHB. Toutefois, de nouvelles arrestations et condamnations ont eu lieu. En janvier 2023, la journaliste Floriane Irangabiye, arrêtée en août 2022 lorsqu'elle se rendait au Burundi depuis le Rwanda, a été condamnée à 10 ans de prison, une peine confirmée en appel en mai 2023. Elle était accusée d'atteinte à l'intégrité du territoire national sur la base d'éléments non fondés, d'après plusieurs sources¹⁷¹. En février 2023, cinq activistes ont été arrêtés et accusés de rébellion et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat pour avoir collaboré avec une organisation étrangère, Avocats sans frontières (ASF), qui avait quitté le pays en 2018¹⁷². Le 28 avril 2023, le tribunal les a tous relâchés, condamnant deux d'entre eux à des peines avec sursis¹⁷³. Le 23 février 2023, des dizaines de policiers et d'agents du SNR ont arrêté 24 membres de la communauté LGBT qui participaient à un atelier à Gitega¹⁷⁴. Fin avril 2023, 16 d'entre eux restaient incarcérés¹⁷⁵.

Carina Tertsakian de l'IDHB qualifie ces derniers cas de « particulièrement préoccupants puisqu'ils visent un plus grand nombre de personnes ». Elle souligne que le gouvernement continue d'instrumentaliser la justice afin de réprimer la société civile¹⁷⁶.

SOS Médias Burundi a rapporté d'autres harcèlements de plusieurs journalistes burundais en 2022 et 2023, tels que des arrestations, des menaces ou des agressions¹⁷⁷.

Le 14 mars 2023, le premier ministre Ndirakobuca a reçu les représentants des ONG Parole et actions pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités (PARCEM) et l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME). Selon Yaga, un réseau de jeunes journalistes burundais, ces deux organisations sont « les seules voix discordantes d'une société civile interne plutôt complaisante »¹⁷⁸.

¹⁶⁹ Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 15/09/2021, pp. 34-35, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/05/2021, [url](#) ; FIDH, 07/07/2021, [url](#)

¹⁷⁰ HRW, 08/10/2021, [url](#) ; HRW (Mudge L.), 22/12/2022, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 29/12/2022, [url](#)

¹⁷¹ IDHB, 08/02/2023, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 03/05/2023, [url](#)

¹⁷² Iwacu (Mbazumutima A.), 16/02/2023, [url](#) ; AI, 14/03/2023, [url](#)

¹⁷³ SOS Médias Burundi, 28/04/2023, [url](#)

¹⁷⁴ RFI, 09/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/04/2023, [url](#)

¹⁷⁵ Le Mandat, 22/03/2023, [url](#)

¹⁷⁶ RFI, 10/03/2023, [url](#)

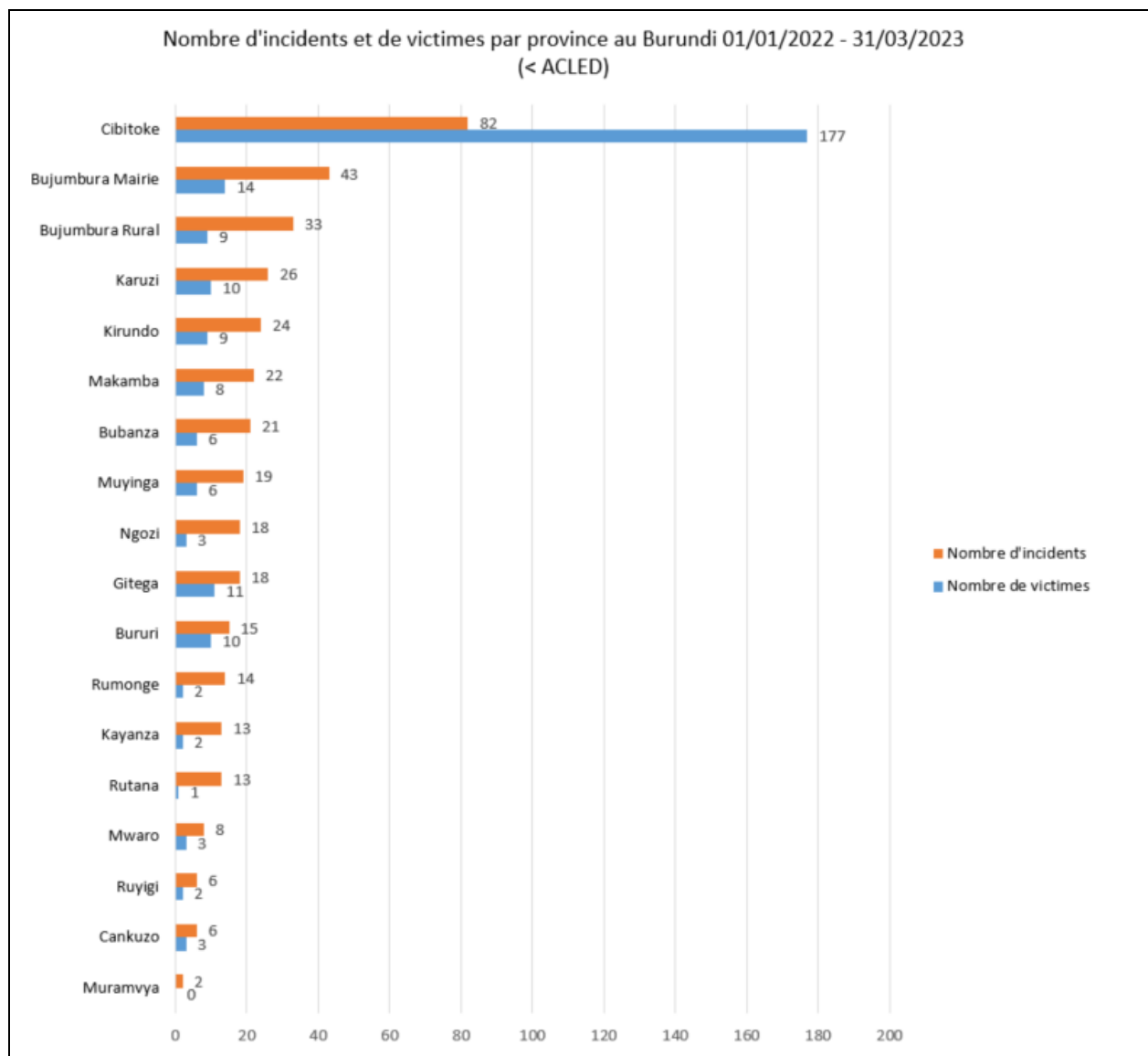
¹⁷⁷ SOS Médias Burundi, 28/01/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/07/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/07/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/05/2023, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 03/05/2023, [url](#)

¹⁷⁸ Yaga (Mugenzi T.), 21/03/2023, [url](#)

4. Répartition géographique

Entre début 2022 et fin mars 2023, environ 11 % de tous les incidents se sont produits à Bujumbura. Comme lors du cycle électoral de 2020, la plupart des incidents se sont produits dans les zones rurales¹⁷⁹. ISS écrit en avril 2020 que « la province est le théâtre quotidien des Imbonerakure »¹⁸⁰.

Le graphique suivant montre le nombre d'incidents et de personnes tuées par province tel qu'enregistré par l'ACLED entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 mars 2023 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2022 – 31/03/2023¹⁸¹

¹⁷⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#) ; HCDH, 23/10/2019, [url](#) ; IDHB, 01/2020, p. 13, [url](#)

¹⁸⁰ ISS, 04/2020, p. 9, [url](#)

¹⁸¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, [url](#)

Selon les données recueillies par l'ACLED, Cibitoke est la province qui, de loin, a été la plus touchée par la violence entre début 2022 et fin mars 2023. Elle a connu à la fois les nombres les plus élevés d'incidents violents (21 % de tous les incidents répertoriés au Burundi) et de victimes (64 % de toutes les victimes recensées dans le pays entier). Cette province frontalière de la RDC au nord-ouest du pays comprend une partie de la forêt de la Kibira, fief de groupes armés souvent composés de rebelles rwandais. Près d'un tiers des incidents sont des affrontements entre les forces de l'ordre et ces groupes armés. La majorité des victimes à Cibitoke a été tuées lors de ces combats. Par ailleurs, la plupart des incidents constituent des violences contre des civils par des Imbonerakure, des forces de l'ordre ou des groupes armés non identifiés. Au moins 45 % des victimes des incidents répertoriés dans cette province sont des civils.

5. Déplacements de population

5.1. Réfugiés

Fin mars 2023, les pays voisins du Burundi accueillent presque 330.000 réfugiés et demandeurs d'asile burundais, y compris les quelque 37.000 réfugiés qui y avaient cherché refuge avant avril 2015. Environ 167.000 réfugiés vivent en Tanzanie, 49.000 au Rwanda, 45.000 en RDC, 41.000 en Ouganda et 28.000 au Kenya. En outre, il y a plusieurs milliers de réfugiés burundais vivant au Malawi, en Afrique du Sud, en Mozambique et en Zambie. Enfin, plus de 42.000 autres réfugiés burundais vivent depuis des décennies en Tanzanie, sans plus y recevoir d'assistance¹⁸².

5.1.1. Retours

Entre septembre 2017 et le 30 avril 2023, quelque 209.000 réfugiés ont été rapatriés au Burundi. C'est avant tout dans les provinces orientales et méridionales (Kirundo, Muyinga, Cankuzo, Ruyigi, Rutana et Makamba) que des dizaines de milliers de rapatriés sont retournés, d'après les statistiques du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)¹⁸³. Ces provinces sont également parmi celles qui accueillent le plus haut nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays suite aux désastres naturels et qui sont affectées le plus sévèrement par l'insécurité alimentaire (voir 5.2. Déplacement interne et 6. Impact de la violence sur la vie quotidienne). Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) indique que dans les autres provinces, le nombre de retours est moins important et ne perturbe pas de manière fondamentale les équilibres en place quant aux ressources disponibles¹⁸⁴.

Alors qu'en 2021, plus de 63.500 réfugiés étaient encore retournés au Burundi¹⁸⁵, ce mouvement a faibli au cours de l'année 2022 où quelque 22.000 réfugiés ont regagné le pays¹⁸⁶. Plusieurs sources constatent que l'engouement des réfugiés burundais pour le rapatriement a diminué¹⁸⁷. Pendant les derniers mois de 2022 et les premiers mois de 2023, le nombre de Burundais partant pour les pays voisins a dépassé le nombre de personnes rapatriées¹⁸⁸.

L'OCHA rappelle les défis auxquels sont confrontés les réfugiés rapatriés. Leur retour dans des communautés souvent démunies constitue une pression supplémentaire sur des populations hôtes déjà vulnérables. Une fois que les paquets d'assistance d'urgence fournis par le HCR sont épuisés, les

¹⁸² UNHCR, 03/05/2023, [url](#) ; UNHCR, 30/04/2023 [last update], [url](#)

¹⁸³ UNHCR, 04/05/2023, [url](#)

¹⁸⁴ OCHA e.a., 03/2023, pp. 15, 21 [url](#)

¹⁸⁵ UNHCR, 31/12/2021, [url](#)

¹⁸⁶ UNHCR, 24/01/2023, [url](#)

¹⁸⁷ SOS Médias Burundi, 18/10/2022, [url](#) ; RFI, 03/04/2023, [url](#)

¹⁸⁸ UNHCR, 24/01/2023, [url](#) ; UNHCR, 23/03/2023, [url](#)

rapatriés doivent se débrouiller seuls. Les infrastructures scolaires, sanitaires, les services d'état civil et les instances judiciaires ne sont pas adaptés à un tel afflux de nouveaux résidents qui ont un accès difficile aux moyens de subsistance et aux activités génératrices de revenus. Cette situation affecte à court et à long terme la réintégration des personnes rapatriées. La pression démographique peut engendrer des conflits entre les communautés d'accueil, les rapatriés et des déplacés internes accueillis par cette communauté¹⁸⁹. En juillet 2022, le HCR a relevé d'importants défis auxquels de nombreux rapatriés sont confrontés en matière d'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable et des équipements sanitaires, au logement et à la terre ainsi qu'à la sécurité alimentaire¹⁹⁰. Des organes onusiens soulignent l'importance d'un soutien accru des rapatriés ainsi que des communautés d'accueil pour assurer une réintégration durable¹⁹¹. Fin février 2023, des personnes qui s'étaient réfugiées au Rwanda et en RDC et ont été rapatriées dans la province de Cibitoke, ont déclaré au journal Iwacu avoir été bien accueillies et ne pas être inquiètes quant à leur sécurité. Mais ils ajoutent se retrouver dans une situation économique très précaire¹⁹².

Les sources consultées citent un certain nombre d'exemples de personnes rapatriées volontairement ou de force vers le Burundi depuis les pays voisins qui ont eu des problèmes avec les autorités. Huit réfugiés burundais reconduits de force par la Tanzanie au Burundi en août 2020 et traduits en justice sur des chefs d'accusation liés à la sécurité ont été acquittés par manque de preuve, d'après HRW¹⁹³. Cependant, en janvier 2023, six d'entre eux n'ont toujours pas été mis en liberté¹⁹⁴. Trois personnes rapatriées depuis le Rwanda, dont un ex-FAB, ont disparu entre août 2021 et début 2022, peu après leur retour au Burundi, selon Iwacu. Dans au moins deux de ces cas, le SNR ou les Imbonerakure sont soupçonnés¹⁹⁵. En novembre 2022, un membre du CNL rapatrié en mars 2021 depuis le Rwanda, a été exécuté, officiellement parce qu'il a été appréhendé en possession d'un fusil¹⁹⁶.

Le manque de conditions permettant une réintégration satisfaisante des rapatriés, la méfiance et la surveillance par la population et les autorités, l'insécurité ainsi que la crainte d'être arrêté ou tué peuvent provoquer un déplacement secondaire des rapatriés à l'intérieur du pays comme à l'étranger, selon des sources diverses¹⁹⁷. Depuis 2020, près d'un tiers des rapatriés ne se sont pas installés dans leur zones d'origine, d'après l'OCHA. Ces personnes pourraient avoir subi un déplacement secondaire suite à des problèmes de réintégration au niveau de l'accès aux services sociaux, à l'enseignement, à leurs anciennes habitations souvent délabrées et à leurs anciennes terres laissées vacantes¹⁹⁸.

Selon le HCR, plus de 2.000 réfugiés burundais rapatriés depuis la Tanzanie ont repris le chemin de l'exil depuis 2020. Certains sont accusés de collaboration avec des groupes armés et sont menacés par des Imbonerakure. D'autres fuient les mauvaises conditions de vie. Par ailleurs, de retour en exil en Tanzanie, ils se heurtent au refus des autorités de les inscrire de nouveau comme réfugiés et y vivent clandestinement. D'autres se rendent en Ouganda¹⁹⁹. En novembre 2022, la Tanzanie a annoncé le refoulement de plus de mille anciens réfugiés burundais rapatriés qui avaient repris la voie de l'exil²⁰⁰. En ce même mois, la police tanzanienne a arrêté dix Burundais qui avaient été rapatriés mais

¹⁸⁹ OCHA, 15/04/2022, [url](#) ; OCHA e.a., 03/2023, pp. 15, 19-20, [url](#)

¹⁹⁰ UNHCR, 31/07/2022, [url](#)

¹⁹¹ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 7, [url](#) ; Iwacu (Harerimana E.), 10/02/2023, [url](#) ; UNHCR, 10/02/2023, [url](#)

¹⁹² Iwacu (Ndabashinze R.), 27/02/2023, [url](#)

¹⁹³ HRW, 08/03/2021, [url](#) ; HRW, 13/01/2022, [url](#)

¹⁹⁴ HRW, 12/01/2023, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 17/01/2023, [url](#)

¹⁹⁵ SOS Médias Burundi, 27/08/2021, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 09/01/2022, [url](#) ; RPA, 07/05/2022, [url](#)

¹⁹⁶ FOCODE, s.d., [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/12/2022, [url](#)

¹⁹⁷ Nations unies - Conseil de sécurité, 03/11/2020, pp. 9-10, [url](#) ; Nations Unies - Conseil des droits de l'homme, 15/09/2021, pp. 42-43, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/07/2021, [url](#)

¹⁹⁸ OCHA e.a., 03/2023, p. 20, [url](#)

¹⁹⁹ SOS Médias Burundi, 06/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 31/03/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/02/2022, [url](#)

²⁰⁰ SOS Médias Burundi, 06/11/2022, [url](#)

étaient retournés en exil. Ils ont déclaré être malmenés sur leur colline d'origine parce qu'on les soupçonne d'avoir rejoint des mouvements rebelles²⁰¹.

5.1.2. Conditions de vie des réfugiés

En juin 2022, le Norwegian Refugee Council (NRC) qualifie la situation des réfugiés burundais comme l'une des crises de déplacement les plus négligées dans le monde. L'organisation indique que beaucoup de réfugiés ne croient pas à leur retour en sécurité, mais la vie dans les pays voisins est devenue de plus en plus intenable, sans perspective d'amélioration²⁰².

Un reportage de SOS Médias Burundi de juin 2022 attire l'attention sur les mauvaises conditions de vie des réfugiés. En Tanzanie, ils sont confrontés à des réductions des rations alimentaires, à la pénurie de médicaments ou encore au manque de scolarisation des enfants faute de matériel scolaire, d'infrastructures et d'enseignants²⁰³. Cette même source rapporte en novembre 2022 que près de 2.000 enfants réfugiés burundais vivant dans les camps tanzaniens souffrent de malnutrition²⁰⁴. En avril 2023, le HCR a encore dû réduire les rations alimentaires de 15 %²⁰⁵.

En juillet 2022, SOS Médias rapporte que sur une période de six ans, 137 réfugiés burundais ont été tués en Tanzanie et 98 enlevés. Les services de renseignements tanzaniens ont cité des raisons politiques ou ethniques et des conflits fonciers comme les principaux motifs des homicides²⁰⁶. Selon des occupants des camps de réfugiés en Tanzanie, les problèmes sécuritaires (y compris des meurtres²⁰⁷ et des cas de torture²⁰⁸) et les pressions de la part des autorités tanzaniennes pour que les réfugiés retournent au Burundi ont continué tout au long de l'année 2022²⁰⁹.

En juillet 2022, une représentante du HCR en Tanzanie a insisté auprès des autorités tanzaniennes pour qu'elles arrêtent le harcèlement des réfugiés burundais. Elle a notamment signalé la réduction de l'assistance, la fermeture des marchés au sein des camps et la destruction des champs²¹⁰. Suite à la destruction par la police de petites boutiques tenues par des réfugiés en novembre 2022, des émeutes ont eu lieu et la police a arrêté de jeunes réfugiés²¹¹.

Malgré les assurances du HCR que tous les rapatriements sont volontaires, selon des témoignages recueillis auprès de réfugiés burundais en Tanzanie, des rapatriements forcés, surtout de personnes accusées d'une infraction, continuent. SOS Médias Burundi cite l'exemple d'une famille rapatriée de force au Burundi parce que le père de famille recherché par la police était introuvable²¹².

Début octobre 2022, les autorités tanzaniennes ont déclaré avoir arrêté pendant les quatre mois précédents près de 4.750 réfugiés burundais qui essayaient de quitter le pays pour le Rwanda, l'Ouganda ou le Kenya en raison des mauvaises conditions de vie dans les camps²¹³.

En RDC, l'insécurité qui règne dans les zones où les camps de réfugiés burundais sont installés – des attaques de groupes armés, des harcèlements, des pillages et des viols – pousse au retour certains

²⁰¹ SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : dix demandeurs d'asile burundais en détention*, 11/11/2022, [url](#)

²⁰² NRC, 01/06/2022, [url](#)

²⁰³ SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 22/06/2022, [url](#)

²⁰⁴ SOS Médias Burundi, 29/11/2022, [url](#)

²⁰⁵ SOS Médias Burundi, 03/05/2023, [url](#)

²⁰⁶ SOS Médias Burundi, 27/07/2022, [url](#)

²⁰⁷ SOS Médias Burundi, 24/02/2023, [url](#)

²⁰⁸ SOS Médias Burundi, 19/10/2022, [url](#)

²⁰⁹ SOS Médias Burundi, 16/01/2023, [url](#)

²¹⁰ SOS Médias Burundi, 05/07/2022, [url](#)

²¹¹ SOS Médias Burundi, 10/11/2022, [url](#)

²¹² SOS Médias Burundi, *Nyarugugu (Tanzanie) : des Burundais continuent d'être rapatriés de force*, 21/09/2022, [url](#)

²¹³ SOS Médias Burundi, *Tanzanie : près de 4750 réfugiés burundais arrêtés en essayant de rejoindre d'autres pays de la région en quatre mois*, 06/10/2022, [url](#)

réfugiés²¹⁴. Ceux-ci souffrent également des mauvaises conditions de vie. En février 2022, SOS Médias Burundi fait état de famine dans un des camps²¹⁵.

Au Rwanda, les réfugiés burundais vivant dans les camps ou à Kigali ont droit aux services de santé et à l'éducation. Toutefois, la plupart des enfants réfugiés vivant en dehors des camps ne vont pas à l'école, par manque de moyens financiers suffisants²¹⁶. En mars 2023, des tensions entre les communautés réfugiées burundaise et congolaise ainsi que le meurtre d'au moins huit réfugiés burundais ont inspiré la peur chez les habitants d'un camp de réfugiés, selon SOS Médias Burundi²¹⁷.

SOS Médias Burundi rapporte en juin 2022 qu'en Ouganda, dans les camps de réfugiés, des enfants meurent « en grand nombre », probablement à cause de la malnutrition qui y sévit suite à la réduction des rations alimentaires qu'ils reçoivent²¹⁸.

La presse burundaise a publié plusieurs articles sur l'insécurité dans le camp de Kakuma au Kenya qui abrite de nombreux réfugiés burundais. Certains d'entre eux ont été la cible de violations diverses, dont des agressions meurtrières²¹⁹.

5.2. Déplacement interne

En octobre 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a identifié plus de 75.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 55 % étaient des femmes et 57 % des mineurs. Le plus grand nombre de déplacés se concentraient dans certaines communautés du Nord, de l'Est et de l'Ouest du pays ainsi que dans certaines communes du littoral du lac Tanganyika. Depuis 2017, presque tous les nouveaux déplacements sont dus à des catastrophes naturelle²²⁰. Le rapporteur spécial onusien a remarqué en septembre 2022 que les désastres naturels ont provoqué le déplacement de milliers de personnes affectant fortement les activités agricoles qui souffraient déjà de la situation socioéconomique fragile²²¹.

Par ailleurs, 11 % des déplacés, ce qui revient à quelque 8.300 personnes, restent déplacées à cause d'« autres raisons »²²² non précisées par l'OIM, mais probablement en partie de nature socio-politique²²³.

²¹⁴ SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 22/06/2022, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 27/01/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/05/2023, [url](#)

²¹⁵ SOS Médias Burundi, 28/02/2022, [url](#)

²¹⁶ SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 22/06/2022, [url](#)

²¹⁷ SOS Médias Burundi, 11/03/2023, [url](#)

²¹⁸ SOS Médias Burundi, 08/06/2022, [url](#)

²¹⁹ Iwacu (Manirakiza F.), 28/01/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 01/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/04/2023, [url](#)

²²⁰ OIM Burundi, 11/2022, [url](#) ; OCHA e.a., 03/2023, pp. 13, 15, [url](#)

²²¹ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 19, [url](#)

²²² OIM Burundi, 11/2022, [url](#)

²²³ Début 2019, presque un quart des personnes recensées étaient déplacées à cause de la crise socio-politique : OIM, 03/2019, [url](#)

6. Impact de la violence sur la vie quotidienne

6.1. Situation économique et humanitaire

Le Burundi fait face à une crise économique importante. Le taux de croissance de 3 % mesuré par le Fonds monétaire international (FMI) pour l'année 2021 et de 1,8 % en 2022 est le plus faible de la région de l'Afrique orientale²²⁴. La croissance réelle de l'économie burundaise est presque inexistante, selon Iwacu²²⁵. En janvier 2023, la Banque de la République du Burundi (BRB) a mesuré une inflation de 26,6 %, le taux le plus élevé de la région, surtout poussé par la hausse des prix alimentaires²²⁶. Les médias burundais signalent régulièrement des augmentations importantes des prix des produits de première nécessité à travers tout le pays²²⁷.

La réserve insuffisante de devises étrangères provoquée par la réduction de l'aide au développement, l'absence d'un climat d'investissement sain et le faible volume d'exportation, affecte sérieusement le commerce et creuse le déficit budgétaire²²⁸.

Le Burundi est depuis plusieurs années confronté à une pénurie récurrente de carburant en raison d'un manque de devises étrangères, d'une montée internationale du prix de pétrole ainsi que de la spéculation de certains importateurs²²⁹. En avril 2022, Radio France internationale (RFI) fait état d'une pénurie « d'une ampleur jamais égalée de mémoire de Burundais »²³⁰.

Cette pénurie de carburant, qui continue en 2023²³¹, ainsi que l'interdiction des deux-roues à Bujumbura, une mesure décidée en mars 2022 qui a bouleversé le système de transport de la ville²³², a entraîné une hausse des prix du transport²³³ ainsi qu'une flambée des prix des produits alimentaires²³⁴. Plusieurs sources rapportent au cours de l'année 2022 que les activités à Bujumbura et ailleurs sont paralysées²³⁵ et que le transport vers l'intérieur du pays est également fort perturbé²³⁶.

Début septembre 2022, RFI et Iwacu dressent le bilan suivant : il y a une pénurie de carburant, de ciment²³⁷, de produits de la brasserie du Burundi (BRARUDI)²³⁸, de sucre²³⁹ et d'engrais chimiques²⁴⁰. La situation économique dans le pays le plus pauvre du monde « ne cesse de s'empirer » depuis l'arrivée au pouvoir du président Ndayishimiye²⁴¹. Le produit international brut (PIB) par habitant a connu une croissance négative continue depuis 2015, avec un revenu moyen particulièrement faible par rapport aux autres pays de la région²⁴².

²²⁴ The World Bank, s.d., [url](#)

²²⁵ Iwacu (Kaburahe A.), 12/08/2022, [url](#)

²²⁶ Yaga Burundi, 05/01/2023, [url](#) ; Iwacu (Harerimana E.), 24/01/2023, [url](#)

²²⁷ Iwacu (Bahati J.), 24/04/2023, [url](#) ; Iwacu (Mugisha E.), 28/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/11/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/11/2022, [url](#)

²²⁸ Iwacu (Haburiyakira F.), 05/04/2023, [url](#) ; Iwacu (Kaburahe A.), 25/03/2023, [url](#)

²²⁹ Iwacu (Manirakiza F. e.a.), 18/04/2022, [url](#)

²³⁰ RFI, 12/04/2022, [url](#)

²³¹ SOS Médias Burundi, 22/12/2022, [url](#) ; Iwacu (Harerimana E.), 14/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/02/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/03/2023, [url](#)

²³² RFI, 21/03/2022, [url](#) ; AFP, 22/03/2022, [url](#)

²³³ SOS Médias Burundi, 04/05/2022, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 31/12/2022, [url](#)

²³⁴ RFI, 12/04/2022, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F. e.a.), 18/04/2022, [url](#) ; Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 16, [url](#)

²³⁵ RFI, 12/04/2022, [url](#) ; Iwacu (Kaburahe A.), 12/08/2022, [url](#)

²³⁶ Iwacu (Harerimana E.), 06/08/2022, [url](#)

²³⁷ Iwacu (Izere G. A.), 23/01/2022, [url](#)

²³⁸ Iwacu (Rigumye M.), 13/04/2023, [url](#)

²³⁹ SOS Médias Burundi, 22/03/2023, [url](#)

²⁴⁰ SOS Médias Burundi, 19/09/2022, [url](#) ; RFI, 16/01/2023, [url](#)

²⁴¹ RFI, 08/09/2022, [url](#) ; Iwacu (Sikuyavuga L.), 09/09/2022, [url](#)

²⁴² OCHA, 02/2022, p. 16, [url](#)

Les conséquences du déclin économique sur la situation humanitaire sont désastreuses, selon l'OCHA²⁴³. En mars 2023, l'organisation onusienne a constaté une persistance des besoins humanitaires qui s'accroissent pour les populations les plus vulnérables. Cependant, par rapport à l'année 2022, il est question d'une amélioration relative avec 1,5 million de personnes dans le besoin d'assistance humanitaire par rapport à 1,8 million pendant l'année précédente et 2,3 millions en 2021²⁴⁴.

Au cours du deuxième semestre de 2022, 3,4 millions de personnes se trouvaient en situation de stress alimentaire (phase 2 de l'Integrated Food Security Phase Classification, IPC) alors que 1,4 million de personnes soit 12 % de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 et 4), dont 51.000 en situation d'urgence (phase 4). En 2022, la malnutrition chronique a affecté 52 % des enfants de moins de cinq ans, alors que la malnutrition aiguë globale touchait 4,8 % de cette catégorie de la population et la malnutrition aiguë sévère 1,4 %²⁴⁵.

L'allongement de la saison sèche menace les récoltes²⁴⁶. Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) prévoit des situations de stress et de crise alimentaires dans les provinces orientales entre mars et mai 2023²⁴⁷.

L'inflation galopante implique une réduction importante du pouvoir d'achat des citoyens et provoque une aggravation de la sécurité alimentaire, à l'intérieur du pays comme à Bujumbura. Fin mars 2023, SOS Médias Burundi fait état d'une menace « palpable » de famine pour des milliers de ménages²⁴⁸.

Pour la période 2019-2023, la Banque mondiale avait libéré 1,3 milliards \$ pour le Burundi dans les domaines de la santé, l'éducation, de l'énergie, des infrastructures, etc. Iwacu rapporte en mars 2023 qu'en raison, entre autre, de la mauvaise gouvernance, d'une faible capacité technique, de recrutements politiques et malgré le besoin cuisant de devises du pays, le taux de décaissement n'est que de 21 %. Le Burundi risque de rater plus de 800 millions \$²⁴⁹. En avril 2023, le FMI s'est accordé avec le gouvernement burundais sur un programme d'aide de 261 millions \$ pour relancer l'économie du pays²⁵⁰.

Le Burundi est parmi les vingt pays au monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique²⁵¹. Les désastres naturels devenus plus fréquents suite au réchauffement climatique, dont des sécheresses ainsi que des inondations, sont la cause principale du déplacement interne. Ils affectent de différentes manières la population, en particulier les enfants, sur les plans de la santé et de la nutrition, de l'accès à l'eau et à l'hygiène ainsi que de la protection. Des dizaines de milliers d'enfants ont des difficultés de poursuivre les cours à cause de la destruction d'écoles et du déplacement²⁵².

6.2. Droits économiques et sociaux

En septembre 2022, le rapporteur spécial onusien a examiné l'impact de la crise politique sur la jouissance des droits économiques et sociaux de la population burundaise, entre autres dans le domaine de l'éducation et de la santé. Suite à la suspension de l'aide étrangère, le budget affecté au ministère de l'Éducation avait diminué de plus de 18 % entre 2015 et 2018. Le taux de scolarisation

²⁴³ OCHA e.a., 03/2023, p. 11, [url](#)

²⁴⁴ OCHA e.a., 03/2023, p. 11, [url](#)

²⁴⁵ OCHA e.a., 03/2023, pp. 11, 14, 22-23, 31, [url](#)

²⁴⁶ SOS Médias Burundi, 15/10/2022, [url](#)

²⁴⁷ FEWS NET, 03/2023, [url](#)

²⁴⁸ OCHA e.a., 03/2023, p. 11, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/01/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 31/03/2023, [url](#)

²⁴⁹ Iwacu (Manirakiza F., Mugisha H.), 13/03/2023, [url](#) ; Iwacu (Nikwigize A.), 13/03/2023, [url](#)

²⁵⁰ RFI, 12/04/2023, [url](#)

²⁵¹ OCHA e.a., 03/2023, p. 11, [url](#)

²⁵² France24, 15/12/2022, [url](#)

a baissé alors que le taux d'abandon scolaire a augmenté et est particulièrement élevé chez les filles²⁵³. Plusieurs médias burundais attribuent ce phénomène à la pauvreté et à la faim chez les enfants²⁵⁴.

La suspension de l'aide extérieure a lourdement affecté l'accès de la population aux soins de santé en raison des infrastructures et des capacités institutionnelles faibles²⁵⁵. Par exemple, fin août 2022, SOS Médias Burundi rapporte que l'hôpital Prince Régent Charles à Bujumbura, l'une des structures sanitaires les plus sollicitées du pays, est au bord de la faillite faute de moyens financiers nécessaires²⁵⁶. La clinique Prince Louis Rwagasore, un centre sanitaire pour des gens avec peu de moyens situé également dans la capitale économique, est totalement délabrée et en manque de budgets, de personnel spécialisé et de médicaments²⁵⁷. Début avril 2022, le SNR a arrêté le directeur de l'hôpital le plus moderne du pays, le Kira-Hospital-Swiss Clinic. Plusieurs sources cadrent cette démarche dans une tentative d'hommes proches du pouvoir de contrôler les actifs de cette institution sanitaire²⁵⁸.

Comme pendant les années précédentes, la presse burundaise rapporte à plusieurs reprises qu'à différents endroits du pays, les autorités locales ou les Imbonerakure ont contraint les habitants à donner des contributions pour la construction d'une permanence du CNDD-FDD²⁵⁹ ou de bâtiments publics²⁶⁰ ou pour des occasions festives²⁶¹. Parfois, il s'agit plutôt d'une taxe ou d'un racket sans objectif particulier de la part des autorités locales, des Imbonerakure ou des policiers²⁶². Parfois, seuls les membres du CNDD-FDD sont sommés de payer²⁶³, parfois des membres de l'opposition sont intimidés²⁶⁴. Ceux qui refusent risquent d'être menacés et traités d'opposants²⁶⁵. Ces contributions peuvent constituer un fardeau supplémentaire dans un contexte de pauvreté²⁶⁶.

L'IDHB rapporte en février 2023 que la discrimination pour des motifs politiques, en particulier dans le secteur public, est omniprésente et s'est accentuée avec la détérioration de la situation économique. Des membres du CNDD-FDD reçoivent un traitement préférentiel dans les écoles ou les hôpitaux publics et sont plus facilement embauchés dans des institutions étatiques. L'adhésion au CNDD-FDD peut être motivée par des préoccupations économiques, par exemple l'accès à un emploi ou la protection d'intérêts commerciaux, autant que par des soucis sécuritaires. L'IDHB donne l'exemple d'un enseignant qui, en 2022, a rejoint le parti au pouvoir suite à de fortes pressions, notamment une arrestation sur base de fausses accusations et un transfert dans une école lointaine. Il a été récompensé par un poste de directeur dans une école locale²⁶⁷.

Fin 2022 et début 2023, au moins 350 habitants des communes de Rugombo et Buganda en province de Cibitoke se sont exilés en RDC après avoir été expulsés de leurs propriétés foncières qui appartiendraient à l'Etat mais qu'ils possédaient parfois depuis des générations. De hauts dignitaires du CNDD-FDD et des militaires ont accaparé ces terres, selon SOS Médias Burundi²⁶⁸. Dans la commune de Nyanza-Lac (province de Makamba), des Imbonerakure ont contraint les habitants à

²⁵³ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 14-15, [url](#)

²⁵⁴ SOS Médias Burundi, 09/11/2022, [url](#) ; Yaga Burundi, 23/03/2023, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E.), 29/03/2023, [url](#)

²⁵⁵ Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 15-16, [url](#)

²⁵⁶ SOS Médias Burundi, 29/08/2022, [url](#)

²⁵⁷ SOS Médias Burundi, 13/10/2022, [url](#)

²⁵⁸ RFI, 23/04/2022, [url](#) ; IDHB, 10/2022, [url](#)

²⁵⁹ SOS Médias Burundi, 02/08/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/05/2022, [url](#)

²⁶⁰ SOS Médias Burundi, 20/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/07/2022, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E.), 21/03/2023, [url](#)

²⁶¹ SOS Médias Burundi, 12/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/11/2022, [url](#)

²⁶² SOS Médias Burundi, 06/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/02/2023, [url](#)

²⁶³ SOS Médias Burundi, 02/03/2022, [url](#)

²⁶⁴ SOS Médias Burundi, 18/04/2023, [url](#)

²⁶⁵ SOS Médias Burundi, *Kirundo : contribution forcée des habitants qui finit dans les poches des administratifs et militants du parti présidentiel*, 06/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/10/2022, [url](#)

²⁶⁶ SOS Médias Burundi, 12/04/2023, [url](#)

²⁶⁷ IDHB, 02/2023, pp. 28-29, [url](#)

²⁶⁸ SOS Médias Burundi, *Cibitoke : plus de 100 familles expropriées de leurs terres à Rugombo*, 06/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/03/2023, [url](#)

vendre à des prix trop bas leurs terres sur le littoral du lac Tanganyika à de hauts cadres du parti au pouvoir²⁶⁹.

Selon SOS Médias Burundi, plusieurs producteurs et grossistes ont reçu l'ordre de distribuer l'eau minérale produite par une entreprise du secrétaire général du CNDD-FDD Révérien Ndikuriyo. Certains d'entre eux déclarent avoir été menacés par le SNR²⁷⁰.

Début 2023, SOS Médias Burundi rapporte que, sur injonction des hautes autorités, la police des frontières ne permet plus aux jeunes de se rendre en Tanzanie ou en RDC. Les autorités soupçonnent des jeunes chômeurs qui se rendent souvent en Tanzanie pour des emplois saisonniers, de « vouloir rejoindre des groupes armés burundais »²⁷¹. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune information supplémentaire sur la mise en œuvre de cette mesure.

Plusieurs articles font état d'une détérioration des droits de la femme. Depuis 2019, dans plusieurs communes, les autorités ont interdit aux femmes de circuler après une certaine heure sans accompagnement²⁷². Dans un article d'avril 2023, une journaliste burundaise relève le problème grandissant de la VBG et du féminicide²⁷³. En 2022 et début 2023, la presse burundaise a rapporté de multiples cas de meurtres de femmes commis par leurs maris²⁷⁴.

²⁶⁹ SOS Médias Burundi, 19/10/2022, [url](#)

²⁷⁰ SOS Médias Burundi, 10/11/2022, [url](#)

²⁷¹ SOS Médias Burundi, 09/02/2023, [url](#)

²⁷² Iwacu (Manirakiza F.), 15/02/2023, [url](#)

²⁷³ African Arguments (Manishatse L. J.), 04/04/2023, [url](#)

²⁷⁴ SOS Médias Burundi, 25/08/2022, [url](#) ; Burundi Eco (Maniragaba M.), 02/03/2023, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E.), 03/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/05/2023, [url](#)

Résumé

Le président Ndayishimiye a réussi à renouer les liens avec le Rwanda et de réaliser une certaine détente avec la communauté internationale. Cependant, au sein du parti au pouvoir, il existe de fortes tensions entre, d'une part, le président et, d'autre part, l'ancien premier ministre Bunyoni, arrêté en avril 2023, ou encore le secrétaire général du CNDD-FDD Ndikuriyo. En outre, plusieurs observateurs constatent qu'il n'y a pas d'amélioration substantielle de la situation des droits de l'homme et que les violations recensées pendant les années précédentes perdurent. Celles-ci sont pour la plupart la responsabilité des forces de sécurité, du SNR et des Imbonerakure. S'il y a eu des arrestations d'agents étatiques et d'Imbonerakure accusés de crimes de droit commun, ceux-ci agissent généralement en impunité lorsqu'il s'agit de crimes politiques. Les victimes sont alors surtout des militants du parti d'opposition CNL ainsi que des personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés. D'autres opposants et des personnes qui refusent d'adhérer au parti au pouvoir ont aussi été ciblés.

En même temps, l'IDHB reconnaît qu'au cours de l'année 2022, les violations des droits de l'homme perpétrées par des agents étatiques ont diminué. Cette organisation fait état d'un calme « superficiel », d'un « répit temporaire ». Le nombre d'incidents violents, de victimes et de victimes civiles répertoriés par l'ACLED en 2022 et pendant les premiers mois de 2023 est nettement inférieur à celui des années précédentes. En revanche, la ligue Iteka et l'APRODH avancent un nombre de victimes bien plus élevé pour 2022 qui reste plus ou moins au niveau de celui des années précédentes.

L'IDHB signale une militarisation croissante ainsi qu'une formalisation progressive du rôle des Imbonerakure dans les opérations de sécurité, mais remarque également que leur conduite dépend du contexte local. En 2022, dans un grand nombre de provinces, ils ont fait preuve de plus de retenue.

En 2022, l'ACLED a relevé plusieurs affrontements parfois meurtriers entre les forces burundaises et des groupes armés rwandophones, notamment le FLN, dans et aux alentours de la forêt de Kibira. A l'est de la RDC, l'armée, soutenue par des Imbonerakure, a continué ses opérations militaires contre les rebelles burundais de la RED Tabara et des FNL. Ces affrontements ont fait des victimes des deux côtés et occasionné plusieurs violations des droits de l'homme, selon plusieurs sources, mais l'armée burundaise semble avoir réussi à empêcher ces groupes armés de mener des opérations au Burundi.

La société civile continue de documenter la découverte de centaines de cadavres trouvés dans l'espace public, dont un grand nombre dans la province de Cibitoke. Souvent, les corps montrent des signes de violence et sont enterrés sans enquête. Cibitoke est la province la plus touchée par la violence en 2022 avec plus de la moitié des victimes (dont une grande partie de membres de groupes armés installés dans la Kibira).

L'espace pour la société civile et les médias reste restreint. De nouveaux cas d'harcèlements, d'arrestations et de condamnations de défenseurs des droits de l'homme et de journalistes ont eu lieu pendant le premier trimestre de 2023. De nombreux activistes et journalistes restent en exil.

Fin mars 2023, les pays voisins accueillaient environ 330.000 réfugiés et demandeurs d'asile burundais. Alors que 209.000 réfugiés sont retournés au Burundi depuis 2017, le mouvement de retour a diminué en intensité en 2022. Le nombre de personnes partant vers les pays voisins a dépassé le nombre de rapatriés dans les premiers mois de 2023. Le retour dans des communautés souvent démunies et vulnérables, l'accès difficile aux moyens de subsistance et aux services de base et, dans quelques cas, des problèmes de sécurité affectent à court et à long terme la réintégration ou peuvent provoquer un déplacement secondaire. Certains réfugiés rapatriés ont repris le chemin de l'exil, malgré les mauvaises conditions de vie et l'insécurité qui règnent dans les camps situés dans les pays voisins.

Plusieurs sources indiquent que la situation économique ne cesse de s'aggraver : il y a des pénuries diverses, notamment de carburant, alors que les prix alimentaires augmentent, l'inflation atteint un taux très élevé et la croissance économique est pratiquement inexistante. Les conséquences du déclin économique sur la situation humanitaire sont désastreuses, selon l'OCHA.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- African Arguments (Manishatse L. J.), *Burundi's growing femicide problem*, 04/04/2023, <https://africanarguments.org/2023/04/burundis-growing-femicide-problem/> [consulté le 02/05/2023]
- Agence burundaise de presse (ABP), *Vers la protection de la production agricole*, 09/03/2023, <https://abpinfo.bi/2023/03/09/vers-la-protection-de-la-production-agricole/> [consulté le 03/05/2023]
- Agence France-Presse (AFP) via La Libre Belgique, *Burundi: motos-taxis, vélos-taxis et tuk-tuks désormais bannis de Bujumbura*, 22/03/2022, <https://afrique.lalibre.be/68988/burundi-motos-taxis-velos-taxis-et-tuk-tuks-desormais-bannis-de-bujumbura/> [consulté le 05/10/2022]
- Amnesty International (AI), *Burundi. Libérez cinq défenseur·e·s des droits humains*, 14/03/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/03/burundi-release-detained-human-rights-defenders/> [consulté le 14/03/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Burundi-Sourcing-Profile_February-2020.pdf [consulté le 05/10/2022]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 01/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Codebook_v1_January-2021.pdf [consulté le 05/10/2022]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 09/2020, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2019/01/Coding-Review-Process_Version-2-09-2020.pdf [consulté le 05/10/2022]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 31/03/2023, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 24/04/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Guide for Media Users*, 04/2019, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2019/04/ACLED_User-Guide-for-Media_2019FINAL.pdf [consulté le 05/10/2022]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *What are 'strategic development' events? How are they useful, and how should I use them?*, 08/2018, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2018/08/What-are-strategic-development-events-and-how-should-I-use-them_Final.pdf [consulté le 02/05/2023]
- Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), *Rapport annuel 2022*, 01/2023, <https://www.aprodhasbl.org/wp-content/uploads/2023/01/APRODH-Rapport-annuel-2022.pdf> [consulté le 13/04/2023]
- Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), *Rapport annuel. Exercice 2021*, 01/2022, <https://www.aprodhasbl.org/wp-content/uploads/2022/01/Rapport-Annuel-Exercice-2021.pdf> [consulté le 13/04/2023]
- Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), *Rapport annuel. Exercice 2020*, 01/2021, <https://www.aprodhasbl.org/wp-content/uploads/2021/01/APRODH-RAPPORT-ANNUEL-2020.pdf> [consulté le 13/04/2023]
- Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) [site web], s.d., <http://www.aprodhasbl.org/> [consulté le 05/10/2022]
- Burundi Eco (Maniragaba M.), *Kirundo-Ntega: Quatre femmes tuées par leurs époux en l'espace de deux mois*, 02/03/2023, <https://burundi-eco.com/kirundo-ntega-quatre-femmes-tuees-par-leurs-epoux-en-lespace-de-deux-mois/> [consulté le 02/05/2023]
- Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS), *Nota. ACLED: methodologie*, 21/05/2019,

https://www.cgva.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acledmethodologie_20190521.pdf [consulté le 05/10/2022]

Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), *Burundi Key Message Update, March 2023. Below-average harvest drives Stressed (IPC Phase 2) and Crisis (IPC Phase 3) in the north and east, 2023*, 03/2023, <https://fewsn.net/east-africa/burundi/key-message-update/march-2023> [consulté le 21/04/2023]

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), *Burundi : Libération de Germain Rukuki après quatre ans de détention arbitraire*, 07/07/2021, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/burundi-liberation-de-germain-rukuki-apres-quatre-ans-de-detention> [consulté le 10/02/2022]

Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), *Disparition forcée de Messieurs Dominique Nduwimana, Eric Ntunzwenimana, Gaspard Havyarimana, Lévis Ndayisaba, Thierry Ndiokubwayo et Désiré Maniragaba. Exécution extra-judiciaire de Ferdinand Nyandwi (Kambayingwe)*, s.d., <https://focode.org/kambayingwe/> [consulté le 16/02/2022]

Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), *Objet : Propositions pour une vraie lutte contre les disparitions forcées au Burundi*, 29/08/2022, <https://focode.org/wp-content/uploads/2022/08/Lettre-du-FOCODE-au-President-Evariste-Ndayishimiye.-1.pdf> [consulté le 05/10/2022]

France24, *Au Burundi, la crise climatique prive des milliers d'enfants d'école*, 15/12/2022, <https://www.france24.com/fr/contenus-sponsoris%C3%A9s/20221215-au-burundi-la-crise-climatique-prive-des-milliers-d-enfants-d-%C3%A9cole> [consulté le 21/04/2023]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Présentation orale de la Commission d'enquête sur le Burundi à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale pendant le dialogue interactif sur le Burundi*, 23/10/2019, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=25194&LangID=F> [consulté le 05/10/2022]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Conseil des droits de l'homme. Quarante-sixième session. Dialogue interactif sur le Burundi. Présentation orale de la Commission d'enquête sur le Burundi*, 11/03/2021, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26879&LangID=F> [consulté le 15/12/2021]

Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Pas de répit au Burundi*, 22/12/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/12/22/pas-de-repit-au-burundi> [consulté le 02/05/2023]

Human Rights Watch (HRW) e.a., *Burundi : Lettre conjointe d'ONG au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il faut renouveler le mandat du Rapporteur spécial*, 18/08/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/18/burundi-lettre-conjointe-dong-au-conseil-des-droits-de-lhomme-des-nations-unies> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des opposants présumés ont été tués, détenus et torturés*, 18/05/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/05/18/burundi-des-opposants-presumes-ont-ete-tues-detenus-et-tortures> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Il faut libérer les réfugiés rapatriés de force*, 08/03/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/08/burundi-il-faut-liberer-les-refugies-rapatries-de-force> [consulté le 10/02/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Il faut prolonger l'enquête de l'ONU*, 18/09/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/09/18/burundi-il-faut-prolonger-lenquete-de-lonu> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : La campagne débute dans un contexte de répression*, 27/04/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/27/burundi-la-campagne-debute-dans-un-contexte-de-repression> [consulté le 02/05/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : La condamnation de l'avocat Tony Germain Nkina est une parodie de justice*, 08/10/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/10/08/burundi-la-condamnation-de-lavocat-tony-germain-nkina-est-une-parodie-de-justice> [consulté le 10/02/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Entretien : Le prix à payer pour la défense des droits humains au Burundi*, 22/09/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/09/22/entretien-le-prix-payer-pour-la-defense-des-droits-humains-au-burundi> [consulté le 05/10/2022]

- Human Rights Watch (HRW), *La répression brutale au Burundi n'a jamais cessé*, 08/02/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/08/la-repression-brutale-au-burundi-na-jamais-cesse> [consulté le 05/10/2022]
- Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2023: Burundi*, 12/01/2023, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/383660> [consulté le 10/02/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *World Report 2022 – Burundi*, 13/01/2022, <https://www.ecoi.net/en/document/2066546.html> [consulté le 10/02/2022]
- Initiative pour les droits de l'homme au Burundi (IDHB), *Floriane Irangabiye. Une nouvelle victime d'une justice politisée*, 08/02/2023, https://burundihri.org/french/february_2023_2.php [consulté le 10/02/2023]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Derrière les grilles. Recrudescence des cas de torture et de disparition*, 11/2021, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Novembre-2021-Fr.pdf> [consulté le 03/01/2022]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *La saga du Kira Hospital. Un exemple des défaillances de la justice burundaise*, 10/2022, <https://burundihri.org/rep/Sahabo-article-Oct-2022-FR.pdf> [consulté le 03/05/2023]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Le chemin qui reste à parcourir. Le Burundi traduira-t-il ses tortionnaires en justice ?*, 03/2022, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Mars-2022-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Le prix mortel de l'opposition. Richard Havyarimana. Retrouvé mort dans une rivière, trois jours après avoir été enlevé*, 13/02/2023, <https://burundihri.org/rep/Richard-Havyarimana-Fr.pdf> [consulté le 21/04/2023]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une alliance précaire. Qui détient le pouvoir au Burundi ?*, 02/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-F%C3%A9vrier-2023-Fr.pdf> [consulté le 01/04/2023]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une opération de dissimulation. La mission secrète du Burundi au Congo*, 07/2022, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Juillet-2022-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]
- Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une paix de façade, la peur au quotidien. Les dessous de la crise des droits humains au Burundi*, 01/2020, <https://burundihri.org/rep/Report-Jan-2020-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]
- Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS), *Burundi : Vers une alternance dans la continuité ?*, 04/2020, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/car16-fr1.pdf> [consulté le 05/10/2022]
- Institute for Security Studies (ISS) (Allison S.), *THINK AGAIN: Can Burundi bury the ghosts of its troubled past?*, 17/01/2017, <https://issafrica.org/iss-today/think-again-can-burundi-bury-the-ghosts-of-its-troubled-past> [consulté le 05/10/2022]
- International Crisis Group (ICG), *Apaiser les tensions dans l'est de la RD Congo et les Grands Lacs. Briefing Afrique de Crisis Group N°181*, 25/05/2022, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/great-lakes/democratic-republic-congo/b181-easing-turmoil-eastern-dr-congo-and-great-lakes> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Bahati J.), *Cibitoke Montée exponentielle du ticket de transport suite au manque de carburant*, 31/12/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-montee-exponentielle-du-ticket-de-transport-suite-au-manque-de-carburant/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Flambée des prix des produits de première nécessité*, 24/04/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-flambee-des-prix-des-produits-de-premiere-necessite/> [consulté le 03/05/2023]
- Iwacu (Haburiyakira F.), *Pénurie de devises Les opérateurs économiques désespérés*, 05/04/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-de-devises-les-operateurs-economiques-desempares/> [consulté le 03/05/2023]
- Iwacu (Harerimana E.), *Congrès extraordinaire du CNL : Suspendu pour une « erreur de frappe »*, 15/04/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/congres-extraordinaire-du-cnl-suspendu-pour-une-erreur-de-frappe/> [consulté le 25/04/2023]

- Iwacu (Harerimana E.), *Enième pénurie du carburant, la population s'indigne*, 14/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/enieme-penurie-du-carburant-la-population-sindigne/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Harerimana E.), *Inflation à 26,6%, les prix des denrées alimentaires toujours en hausse exponentielle*, 24/01/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/inflation-a-266-les-prix-des-denrees-alimentaires-toujours-en-hausse-exponentielle/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Harerimana E.), *Le HCR préoccupé par la réintégration des rapatriés au Burundi*, 10/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/le-hcr-preoccupe-par-la-reintegration-des-rapatries-au-burundi/> [consulté le 13/02/2023]
- Iwacu (Harerimana E.), *Transport vers l'intérieur du pays : La situation empire*, 06/08/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/transport-vers-linterieur-du-pays-la-situation-empire/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Izere G. A.), *La normalisation des relations avec le Rwanda, pour bientôt ?*, 04/05/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/la-normalisation-des-relations-avec-le-rwanda-pour-bientot/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Izere G. A.), *Peu de devises, pénurie de ciment*, 23/01/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/peu-de-devises-penurie-de-ciment/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Kaburahe A.), *ANALYSE – L'insoutenable « croissance économique du Burundi »*, 12/08/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/analyse-l-insoutenable-croissance-economique-du-burundi/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Kaburahe A.), *Analyse | Dix clefs pour comprendre la crise économique en cours au Burundi*, 25/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/analyse-dix-clefs-pour-comprendre-la-crise-economique-en-cours-au-burundi/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Kwizera E.), *Des collectes de contributions obscures*, 21/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/des-collectes-de-contributions-obscures/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Kwizera E.), *Ntega : L'enfer des violences conjugales*, 03/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/ntega-lenfer-des-violences-conjugales/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Kwizera E.), *Quand la faim vide des salles de classe*, 29/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/quand-la-faim-vide-des-salles-de-classe/> [consulté le 03/05/2023]
- Iwacu (Kwizera E.), *Synergie des medias : Des mesures administratives non sans effets*, 16/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/synergie-des-medias-des-mesures-administratives-non-sans-effets/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Kwizera E., Mugisha H., Yikeze A.), *Burundi/Rwanda : Enfin, le dégel*, 13/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-rwanda-enfin-le-degel/> [consulté le 25/04/2023]
- Iwacu (Manirakiza F. e.a.), *Pénurie des produits pétroliers : Embrouillamini*, 18/04/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-des-produits-petroliers-embrouillamini/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Affaire Floriane Irangabiye : les défenseurs des droits humains s'insurgent contre le verdict de la Cour d'appel de Mukaza*, 03/05/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/affaire-floriane-irangabiye-les-defenseurs-des-droits-humains-sinsurgent-contre-le-verdict-de-la-cour-dappel-de-mukaza/> [consulté le 03/05/2023]
- [Iwacu \(Manirakiza F.\), *Après plus de 2 ans d'emprisonnement, Tony Germain Nkina est libre*, 29/12/2022.](https://www.iwacu-burundi.org/apres-plus-de-2-ans-demprisonnement-tony-germain-nkina-est-libre/) [consulté le 10/02/2023]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Blanchis, ils croupissent toujours en prison*, 17/01/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/blanchis-depuis-plus-dune-annee-ils-croupissent-toujours-en-prison/> [consulté le 15/02/2023]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Burundi/UE : Levée des sanctions ciblées contre de hauts dignitaires, satisfecit du chef de la diplomatie burundaise*, 26/10/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-ue-leeve-des-sanctions-ciblees-contre-de-hauts-dignitaires-satisfecit-du-chef-de-la-diplomatie-burundaise/> [consulté le 07/02/2023]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Droits de la femme: Une régression*, 15/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/droits-de-la-femme-une-regression/> [consulté le 02/05/2023]

- Iwacu (Manirakiza F.), *Les réfugiés burundais de Kakuma victimes de violations*, 28/01/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/les-refugies-burundais-de-kukuma-victimes-de-violations/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Rapatrié pour disparaître*, 09/01/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/rapatrie-pour-disparaitre/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Manirakiza F., Mugisha H.), *Exécution des projets de la Banque mondiale : Une honte*, 13/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/execution-des-projets-de-la-banque-mondiale-une-honte/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Deux ans d'Evariste Ndayishimiye : Plus de promesses que d'actions ?*, 20/06/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/deux-ans-devariste-ndayishimiye-plus-de-promesses-que-dactions/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Intolérance politique/Ngozi : Colline Ruyumpu, les militants du CNL dans la tourmente*, 23/05/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/intolerance-politique-ngozi-colline-ruyumpu-les-militants-du-cnl-dans-la-tourmente/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Accusés d'espionnage, 5 défenseurs des droits humains dont 3 femmes arrêtés et conduits au SNR*, 16/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/accuses-despionnage-5-defenseurs-des-droits-humains-dont-3-femmes-arretes-et-conduits-au-snr/> [consulté le 14/03/2023]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Burundi/Médias : Un Journaliste de Burunga News passé à tabac, que ses tortionnaires en liberté soient poursuivies*, 03/05/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-un-journaliste-de-burunga-news-passe-a-tabac-que-ses-tortionnaires-en-liberte-soient-poursuivies/> [consulté le 03/05/2023]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Repenser la presse | Burundi/Médias : Quand la presse pose des micros et pas des questions*, 07/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-quand-la-presse-pose-des-micros-et-pas-des-questions/> [consulté le 13/04/2023]
- Iwacu (Mugisha E.), *Inflation : le cri de cœur d'une population désespérée*, 28/11/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/inflation-des-prix-le-cri-de-coeur-dune-population-desesperee/> [consulté le 03/05/2023]
- Iwacu (Mugisha H. e.a.), *Liberté de la presse : Des avancées sur un très long chemin...*, 06/05/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/liberte-de-la-presse-des-avancees-sur-un-tres-long-chemin/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Muhimpundu L.), *Alain-Guillaume Bunyoni détenu dans les cachots du SNR*, 24/04/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-emission-publique-des-porte-paroles-du-gouvernement-du-burundi-avec-la-presse/> [consulté le 25/04/2023]
- Iwacu (Ndashinze R.), *Burundi : plus de 260 réfugiés rentrés de la RDC suite à l'insécurité*, 27/01/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-plus-de-260-refugies-rentres-de-la-rdc-suite-a-linsecurite/> [consulté le 05/10/2022]
- Iwacu (Ndashinze R.), *Cibitoke : Difficile réintégration des rapatriés*, 27/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-difficile-reintegration-des-rapatries/> [consulté le 28/02/2023]
- Iwacu (Nikwigize A.), *ECLAIRAGE : Plus de 100 millions de Dollars perdus, quel gâchis !*, 13/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/eclairage-plus-de-100-millions-de-dollars-perdus-quel-gachis/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Nzorubonanya F.), *Rumonge : Coup de balai au sein de l'administration communale*, 11/12/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/rumonge-coup-de-balai-au-sein-de-ladministration-communale/> [consulté le 21/04/2023]
- Iwacu (Rigumye M.), *Énième carence des produits Brarudi : les citoyens grognent*, 13/04/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/enieme-carence-des-produits-brarudi-les-citadins-grognent/> [consulté le 02/05/2023]
- Iwacu (Sikuyavuga L.), *Il y aura un avant et un après le 7 septembre*, 09/09/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/il-y-aura-un-avant-et-un-apres-le-7-septembre/> [consulté le 05/10/2022]

Jeune Afrique (Caslin O.), *Burundi : pourquoi Évariste Ndayishimiye a nommé un nouveau Premier ministre*, 08/09/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1375515/politique/burundi-pourquoi-evariste-ndayishimiye-a-nomme-un-nouveau-premier-ministre/> [consulté le 05/10/2022]

Jeune Afrique, *Burundi : l'UE lève les sanctions contre Gervais Ndirakobuca, le Premier ministre d'Évariste Ndayishimiye*, 26/10/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1388265/politique/burundi-lue-leve-les-sanctions-contre-gervais-ndirakobuca-le-premier-ministre-devariste-ndayishimiye/> [consulté le 13/04/2023]

Le Mandat, *Dossier des LGBT du Burundi : 5 ont été libérés, 19 attendent 48 heures*, 22/03/2023, <https://lemandat.org/2023/03/dossier-des-lgbt-du-burundi-5-ont-ete-liberes-19-attendent-48-heures/> [consulté le 13/04/2023]

Le Mandat, *Mutanga Sud : L'imbonerakure qui a « poignardé » Macungu remis en liberté moyennant un paiement de 500 mille francs*, 17/04/2023, <https://lemandat.org/2023/04/mutanga-sud-limbonerakure-qui-a-poignarde-macungu-remis-en-liberte-moyennant-un-paiement-de-500-mille-francs/> [consulté le 21/04/2023]

Le Mandat, *Muyinga : La femme, dont les imbonerakure ont introduit des aiguilles dans les poumons, va-t-elle guérir?*, 18/04/2023, <https://lemandat.org/2023/04/muyinga-la-femme-dont-les-imbonerakure-ont-introduit-des-aiguilles-dans-les-poumons-va-t-elle-guerir/> [consulté le 21/04/2023]

Le Monde, *Au Burundi, un nouveau premier ministre après des accusations de tentative de putsch*, 08/09/2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/09/08/au-burundi-un-nouveau-premier-ministre-apres-des-accusations-de-tentative-de-putsch_6140698_3212.html

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka [site web], s.d., <http://ligue-iteka.bi/> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA » Janvier-décembre 2021*, 01/2022, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2022/01/RAPPORT-ANNUEL-2021.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Janvier-décembre 2019*, 01/2020, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2020/01/RAPPORT-ANNUEL-2019.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Année 2022*, 01/2023, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2023/01/RAPPORT-ANNUEL-2022.pdf> [consulté le 13/04/2023]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel Iteka n'Ijambo 2020*, 01/2021, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2021/01/RAPPORT-ANNUEL-2020.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport bilan du gouvernement du Burundi sous le premier Ministre le Général de Police Alain Guillaume Bunyoni : Des violations massives sous le patronage du Ministère de l'Intérieur, Sécurité Public et du Développement Communautaire, Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca, l'actuel Premier Ministre*, 09/2022, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2022/09/RAPPORT-BILAN-30-JUIN-2020-AU-30-AOUT-2022.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport trimestriel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Janvier à mars 2023*, 04/2023, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2023/04/RAPPORT-TRIMESTRIEL-JANVIER-MARS-2023.pdf> [consulté le 13/04/2023]

Nations unies – Conseil de sécurité, *Lettre datée du 10 juin 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts dont le mandat a été prorogé par la résolution 2582 (2021) du Conseil de sécurité (S/2022/479)*, 14/06/2022, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/338/71/PDF/N2233871.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Nations Unies – Conseil de sécurité, *Lettre datée du 16 décembre 2022, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2022/967)*, 16/12/2022, <https://daccess-ods.un.org/tmp/9313098.19221497.html> [consulté le 25/04/2023]

Nations Unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 2 novembre 2020, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2020/1078)*, 03/11/2020, https://diqitalibrary.un.org/record/3889765/files/S_2020_1078-FR.pdf [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Conclusions détaillées de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/48/CRP.1)*, 15/09/2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_48_CRP_0.pdf [consulté le 10/02/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Conclusions détaillées de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/45/CRP.1)*, 16/09/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_45_CRP.pdf [consulté le 20/10/2020]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/39/CRP.1)*, 12/09/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_42_CRP_0.pdf [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/36/CRP.1)*, 18/09/2017, <http://www.refworld.org/pdfid/59c12b694.pdf> [consulté le 02/04/2019]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/42/CRP.2)*, 13/09/2019, https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIBurundi/ReportHRC42/A_HRC_42_CRP2_EN.pdf [consulté le 20/10/2020]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo (A/HRC/51/44)*, 13/09/2022, <https://reliefweb.int/attachments/3d2aeb78-9ebc-4683-a425-b529839201cb/OHCHR.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises in 2021*, 01/06/2022, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2021/index.html> [consulté le 05/10/2022]

Organisation internationale pour les migrations (OIM) Burundi, *DTM Matrice de suivi des déplacements. Tableau de bord des déplacements internes. Octobre 2022*, 11/2022, <https://reliefweb.int/attachments/69b53799-27a9-434f-9957-a5fb87510a84/Tableau%20de%20bord%20DTM%20Burundi%20-%20Octobre%202022.pdf> [consulté le 02/05/2023]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *DTM Displacement Tracking Matrix. Burundi. January 2019*, 03/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM_Burundi_report_January_2019_compressed.01.pdf [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Au Burundi, la colère de paysans dépourvus de l'engrais qu'ils ont payé d'avance*, 16/01/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230116-au-burundi-la-col%C3%A8re-de-paysans-d%C3%A9pourvus-de-l-engrais-qu-ils-ont-pay%C3%A9s-d-avance> [consulté le 21/04/2023]

Radio France internationale (RFI), *Au Rwanda, des réfugiés burundais partagés entre l'espoir et la crainte du retour au pays*, 03/04/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20230402-au-rwanda-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s-burundais-partag%C3%A9s-entre-l-espoir-et-la-crainte-du-retour-au-pays> [consulté le 02/05/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: 300 personnes, dont 90 enfants de la rue, arrêtés lors de rafles de la police*, 08/07/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220708-burundi-300-personnes-dont-90-enfants-de-la-rue-arr%C3%AAt%C3%A9s-lors-de-rafles-de-la-police> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des membres d'une association inculpés pour «pratiques homosexuelles»*, 09/03/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230309-burundi-des-membres-d-une-association-inculp%C3%A9s-pour-pratiques-homosexuelles> [consulté le 13/04/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: Évariste Ndayishimiye change de Premier ministre et veut reprendre la main*, 08/09/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220908-burundi-%C3%A9variste-ndayishimiye-change-de-premier-ministre-et-veut-reprendre-la-main> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'interdiction de circulation des deux-roues respectée mais aussi critiquée*, 21/03/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220321-burundi-l-interdiction-de-circulation-des-deux-roues-respect%C3%A9e-mais-aussi-critiqu%C3%A9e> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: la société civile inquiète des conséquences de l'interdiction des deux-roues à Bujumbura*, 12/04/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220412-burundi-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-inqui%C3%A8te-des-cons%C3%A9quences-de-l-interdiction-des-deux-roues-%C3%A0-bujumbura> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le FMI annonce une aide de 261 millions de dollars dans un pays à la pauvreté endémique*, 12/04/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230412-burundi-le-fmi-annonce-une-aide-de-261-millions-de-dollars-dans-un-pays-%C3%A0-la-pauvret%C3%A9-end%C3%A9mique> [consulté le 02/05/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'UE lève de nouvelles sanctions, satisfaite des progrès sur les droits humains*, 26/10/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221026-burundi-l-ue-l%C3%A8ve-de-nouvelles-sanctions-satisfaite-des-progr%C3%A8s-sur-les-droits-humains> [consulté le 07/02/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'Union européenne lève ses sanctions*, 09/02/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220209-burundi-l-union-europ%C3%A9enne-l%C3%A8ve-ses-sanctions> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: une vingtaine de morts dans une embuscade prenant pour cible des véhicules civils*, 28/06/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210628-burundi-une-vingtaine-de-morts-dans-une-embuscade-prenant-pour-cible-de-v%C3%A9hicules-de-civils> [consulté le 13/12/2021]

Radio France internationale (RFI), *Carina Tertsakian: «L'attitude du gouvernement burundais envers la société civile n'a pas changé»*, 10/03/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230310-carina-tertsakian-l-attitude-du-gouvernement-burundais-envers-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-n-a-pas-chang%C3%A9> [consulté le 13/04/2023]

Radio France internationale (RFI), *Le pouvoir burundais détient le docteur Sahabo et contrôle le Kira Hospital-Swiss Clinic*, 23/04/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220423-le-pouvoir-burundais-d%C3%A9tient-le-docteur-sahabo-et-contr%C3%B4le-le-kira-hospital-swiss-clinic> [consulté le 03/05/2023]

Radio France internationale (RFI), *RDC: l'armée congolaise revendique une victoire contre les FNL, les rebelles burundais démentent*, 29/11/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221129-rdc-l-arm%C3%A9e-congolaise-revendique-une-victoire-contre-les-fnl-les-rebelles-burundais-d%C3%A9mentent> [consulté le 25/04/2023]

Radio publique africaine (RPA), *L'agent du SNR Gérard Ndayisenga serait-il encore en vie ?*, 31/08/2022, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/3droits-de-l-homme/l-agent-du-snr-gerard-ndayisenga-serait-il-encore-en-vie> [consulté le 05/10/2022]

Radio publique africaine (RPA), *Le gouverneur de la province Rutana accusé d'avoir fait torturer un citoyen à cause d'une plainte en justice*, 22/09/2022, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/3droits-de-l-homme/le-gouverneur-de-la-province-rutana-accuse-d-avoir-fait-torturer-un-citoyen-a-cause-d-une-plainte-en-justice> [consulté le 21/04/2023]

Radio publique africaine (RPA), *Un ancien responsable des imbonerakure dans la province de Ngozi incarcéré avec ses deux co-accusés*, 07/05/2022, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/4justice/un-ancien-responsable-des-imbonerakure-dans-la-province-de-ngozi-incarcere-avec-ses-deux-co-accuses> [consulté le 05/10/2022]

Radio publique africaine (RPA), *Une vingtaine de militaires burundais périssent dans les combats en RDC par manque de le adership*, 04/10/2022, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/2securite/une-vingtaine-de-militaires-burundais-perissent-dans-les-combats-en-rdc-par-manque-de-le-adership> [consulté le 25/04/2023]

Reporters sans frontières (RSF), *Six mois après les faits, le directeur d'Iwacu auditionné par la justice sur la tentative de putsch*, 16/11/2015, <https://rsf.org/fr/six-mois-apr%C3%A8s-les-faits-le-directeur-d-iwacu-auditionn%C3%A9-par-la-justice-sur-la-tentative-de-putsch> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), *Journée dédiée aux réfugiés : les réfugiés burundais dans le désarroi*, 22/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/22/journee-dediee-aux-refugies-les-refugies-burundais-dans-le-desarroi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), *Burundi : le secrétaire général du CNDD-FDD encourage les Imbonerakure à poursuivre les rondes nocturnes et à éliminer les fauteurs de troubles*, 03/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/03/burundi-le-secetaire-general-du-cndd-fdd-encourage-les-imbonerakure-a-poursuivre-les-rondes-nocturnes-et-a-eliminer-les-fauteurs-de-troubles/> [consulté le 05/10/2022]

- SOS Médias Burundi [site web], s.d., <https://www.sosmediasburundi.org/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Affaire-Bunyoni : la justice burundaise poursuit l'ancien premier ministre pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat notamment*, 24/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/24/affaire-bunyoni-la-justice-burundaise-poursuit-lancien-premier-ministre-pour-atteinte-a-la-surete-interieure-de-letat-notamment/> [consulté le 25/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : accusée de libertinage, Mathilde Ntirabampa a subi un traitement inhumain*, 21/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/21/bubanza-accusee-de-libertinage-mathilde-ntirabampa-a-subir-un-traitement-inhumain/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : des Imbonerakure courent toujours après avoir torturé une femme et sa fille*, 17/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/17/bubanza-des-imbonerakure-courent-toujours-apres-avoir-torture-une-femme-et-sa-fille/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : des Imbonerakure passent à tabac un homme qui meurt à l'hôpital*, 03/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/03/bubanza-des-imbonerakure-passent-a-tabac-un-homme-qui-meurt-a-lhopital/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : deux frères envoyés au commissariat de la police pour coups et blessures sur un chef d'Imbonerakure qui a tabassé leur père*, 28/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/28/bubanza-deux-freres-envoyes-au-commissariat-de-la-police-pour-coups-et-blessures-sur-un-chef-dimbonerakure-qui-a-tabasse-leur-pere/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : le tribunal de province a condamné à vingt ans de prison un Imbonerakure accusé de meurtre*, 13/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/13/bubanza-le-tribunal-de-province-a-condamne-a-vingt-ans-de-prison-un-imbonerakure-accuse-de-meurtre/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : un Imbonerakure tue une personne pour mille francs (moins d'un dollar)*, 08/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/08/bubanza-un-imbonerakure-tue-une-personne-pour-mille-francs-moins-dun-dollar/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : découverte d'un corps d'une femme*, 06/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/06/bujumbura-decouverte-dun-corps-dune-femme/> [consulté le 25/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : des Imbonerakure tabassent un étudiant au campus Mutanga*, 27/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/27/bujumbura-des-imbonerakure-tabassent-un-etudiant-au-campus-mutanga/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : l'ancien journaliste de la RPA Olivier Bugegene privé de visite*, 02/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/02/bujumbura-lancien-journaliste-de-la-rpa-olivier-bugegene-prive-de-visite/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : l'hôpital Prince Régent Charles au bord du gouffre*, 29/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/29/bujumbura-lhopital-prince-regent-charles-au-bord-du-gouffre-2/>
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : la crise du carburant loin d'être résolue*, 22/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/22/bujumbura-la-crise-du-carburant-loin-detre-resolue/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : la flambée des prix des produits de première nécessité inquiète*, 15/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/15/bujumbura-la-flambee-des-prix-des-produits-de-premiere-necessite-inquiete/> [consulté le 03/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : la justice burundaise a libéré cinq activistes après 73 jours de détention*, 28/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/28/bujumbura-la-justice-burundaise-a-libere-cinq-activistes-apres-73-jours-de-detention/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bujumbura : le procureur et le substitut général près la cour d'appel de Ntahangwa en détention*, 22/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/22/bujumbura-le-procureur-et-le-substitut-general-pres-la-cour-dappel-de-ntahangwa-en-detention/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : les renseignements détiennent Olivier Bugegene, un ancien journaliste de la RPA*, 28/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/28/bujumbura-les-renseignements-detiennent-olivier-bugegene-un-ancien-journaliste-de-la-rpa/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : pénurie du sucre ou spéculation sur le produit ? La population urbaine s'interroge*, 22/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/22/bujumbura-penurie-du-sucre-ou-speculation-sur-le-produit-la-population-urbaine-sinterroge/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : trois personnes dont un représentant des Imbonerakure détenues pour meurtre*, 05/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/05/bujumbura-trois-personnes-dont-un-representant-des-imbonerakure-detenees-pour-meurtre/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : une quinzaine de militants du CNL en détention après une bagarre avec des Imbonerakure*, 08/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/08/bujumbura-une-quinzaine-de-militants-du-cnl-en-detention-apres-une-bagarre-avec-des-imbonerakure/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Bukinyana : découverte de cinq corps*, 02/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/02/bukinyana-decouverte-de-cinq-corps-2/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Bukinyana : des rebelles rwandais tués, d'autres arrêtés*, 21/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/21/bukinyana-des-rebelles-rwandais-tues-dautres-arretes/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Bukirasazi : une personne tuée*, 11/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/11/bukirasazi-une-personne-tuee/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Buraza : quatre leaders communaux du parti CNL en détention*, 30/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/30/buraza-quatre-leaders-communaux-du-parti-cnl-en-detention/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi : des militaires et policiers font partie des groupes de ravisseurs*, 27/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/27/burundi-des-militaires-et-policiers-font-partie-des-groupes-de-ravisseurs/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Burundi : l'entreprise FOMI confronté au manque criant de devises pour importer de la matière première*, 19/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/19/burundi-lentreprise-fomi-confronte-au-manque-criant-de-devises-pour-importer-de-la-matiere-premiere/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la crise-carburant loin d'être réglée*, 14/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/14/burundi-la-crise-carburant-loin-detre-reglee> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la justice a prononcé de lourdes peines contre des anciens rebelles*, 05/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/05/burundi-la-justice-a-prononce-de-lourdes-peines-contre-des-anciens-rebelles/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la saison sèche menace le pays, le gouvernement implore Dieu*, 15/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/15/burundi-la-saison-seche-menace-le-pays-le-gouvernement-implore-dieu/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le CNL célèbre son 4ème anniversaire en grande pompe*, 13/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/13/burundi-le-cnl-celebre-son-4eme-anniversaire-en-grande-pompe/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le prix du ticket de transport revu à la hausse*, 04/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/04/burundi-le-prix-du-ticket-de-transport-revu-a-la-hausse/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le secrétaire général du CNDD-FDD rêve toujours de guerre dans ses discours*, 27/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/27/burundi-le-secretaire-general-du-cndd-fdd-reve-toujours-de-guerre-dans-ses-discours/> [consulté le 21/04/2023]

- SOS Médias Burundi, *Burundi : un responsable d'un journal en ligne en cavale*, 21/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/21/burundi-un-responsable-dun-journal-en-ligne-en-cavale/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Burundi : une entreprise du secrétaire général du parti CNDD-FDD accusée de concurrence déloyale*, 10/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/10/burundi-une-entreprise-du-secretaire-general-du-parti-cndd-fdd-accusee-de-concurrence-deloyale/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Burundi : une nouvelle pénurie de carburant s'annonce*, 21/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/21/burundi-une-nouvelle-penurie-de-carburant-sannonce/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Burundi- Rwanda : les présidents des deux pays vus ensemble publiquement pour la première fois en sept ans*, 08/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/08/burundi-rwanda-les-presidents-des-deux-pays-vus-ensemble-publiquement-pour-la-premiere-fois-en-sept-ans/> [consulté le 25/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Burundi -UE: l'heure n'est pas encore au versement de l'aide directe au gouvernement*, 10/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/10/burundi-ue-lheure-est-pas-encore-au-versement-de-laide-directe-au-gouvernement/> [consulté le 07/02/2023]
- SOS Médias Burundi, *Burundi/Médias : le journaliste Venant Niyomwungere de Bonesha FM libéré*, 28/01/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-le-journaliste-venant-niyomwungere-de-bonesha-fm-libere/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Burundi: les habitants de la ville Bujumbura n'en peuvent plus avec la vie chère*, 31/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/31/burundi-les-habitants-de-la-ville-bujumbura-nen-peuvent-plus-avec-la-vie-cher/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : Kagame prend de plus en plus d'initiatives*, 15/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/15/burundi-rwanda-kagame-prend-de-plus-en-plus-dinitatives/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : le Burundi rouvre ses frontières avec le Rwanda mais refuse de le reconnaître officiellement*, 30/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/30/burundi-rwanda-le-burundi-rouvre-ses-frontieres-avec-le-rwanda-mais-refuse-de-le-reconnaitre-officiellement/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : le Rwanda rouvre ses frontières terrestres, le Burundi rechigne*, 07/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/07/burundi-rwanda-le-rwanda-rouvre-ses-frontieres-terrestres-le-burundi-rechigne/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : visite au Rwanda d'une délégation burundaise qui ne rassure pas*, 06/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/06/burundi-rwanda-visite-au-rwanda-dune-delegation-burundaise-qui-ne-rassure-pas/> [consulté le 25/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bururi : construction de la permanence du parti présidentiel , des habitants dénoncent des contributions forcées*, 24/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/24/bururi-construction-de-la-permanence-du-parti-presidentiel-des-habitants-denoncent-des-contributions-forcees/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Bururi : contribution forcée pour la construction du nouveau palais présidentiel de Gitega*, 09/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/09/bururi-contribution-forcee-pour-la-construction-du-nouveau-palais-presidentiel-de-gitega/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Bururi : découverte de deux corps, une personne blessée, les crimes s'intensifient*, 21/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/21/bururi-decouverte-de-deux-corps-une-personne-blessee-les-crimes-sintensifient/> [consulté le 25/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Bururi : le lycée de province accueille une formation idéologique et paramilitaire des Imbonerakure*, 29/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/29/bururi-le-lycee-de-province-accueille-une-formation-ideologique-et-paramilitaire-des-imbonerakure/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Bururi-Rumonge : quatre corps retrouvés en moins de trois semaines*, 07/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/07/bururi-rumonge-quatre-corps-retrouves-en-moins-de-trois-semaines/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Busiga : un rapatrié menacé de mort par des Imbonerakure*, 07/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/07/busiga-un-rapatrie-menace-de-mort-par-des-imbonerakure/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Busoni : découverte d'un corps*, 10/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/10/busoni-decouverte-dun-corps/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Buyengero : des militants CNL ont été agressés*, 25/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/25/buyengero-des-militants-cnl-ont-ete-agresses/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cankuzo : le SNR arrête quatre homme et garde un seul*, 06/04/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/06/cankuzo-le-snr-arrete-quatre-homme-et-garde-un-seul/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : 3 corps en tenue militaire congolaise trouvés à Bukinanyana*, 19/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/19/cibitoke-3-corps-en-tenue-militaire-congolaise-trouves-a-bukinanyana/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : cris de détresse des hommes torturés entendus au cachot provincial du SNR*, 30/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/30/cibitoke-cris-de-detresse-des-hommes-tortures-entendus-au-cachot-provincial-du-snr/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : découverte d'un corps*, 05/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/05/cibitoke-decouverte-dun-corps-3/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des Imbonerakure blessent un habitant, le parquet les relâche et la population se révolte*, 17/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/17/cibitoke-des-imbonerakure-blessent-un-habitant-le-parquet-les-relache-et-la-population-se-revolte/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des Imbonerakure exigent des contributions forcées pour la semaine dédiée au combattant*, 15/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/15/cibitoke-des-imbonerakure-exigent-des-contributions-forcees-pour-la-semaine-dediee-au-combattant/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des militaires burundais continuent d'être accompagnés par des Imbonerakure au Congo*, 16/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/16/cibitoke-des-militaires-burundais-continuent-detre-accompagnes-par-des-imbonerakure-au-congo/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des rebelles rwandais sèment la panique chez des habitants de Mabayi*, 14/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/14/cibitoke-des-rebelles-rwandais-sement-la-panique-chez-des-habitants-de-mabayi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des rebelles rwandais-FLN signalés dans certains lieux publics à Mabayi, l'administration décide de les fermer*, 12/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/12/cibitoke-des-rebelles-rwandais-fln-signales-dans-certains-lieux-publics-a-mabayi-ladministration-decide-de-les-fermer/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux corps en tenue militaire burundaise découverts à Buganda*, 23/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/23/cibitoke-deux-corps-en-tenue-militaire-burundaise-decouverts-a-buganda/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux Imbonerakure accusés de vol battus à Rugombo*, 20/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/20/cibitoke-deux-imbonerakure-accuses-de-vol-battus-a-rugombo/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux nouveaux corps retrouvés à Rugombo*, 17/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/17/cibitoke-deux-nouveaux-corps-retrouves-a-rugombo/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux personnes tuées*, 23/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/23/cibitoke-deux-personnes-tuees/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : intensification des entraînements militaires des Imbonerakure*, 06/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/06/cibitoke-intensification-des-entraitements-militaires-des-imbonerakure/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : justice populaire contre trois Imbonerakure pris en flagrant délit de vol*, 29/01/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/01/29/cibitoke-justice-populaire-contre-trois-imbonerakure-pris-en-flagrant-delit-de-vol/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : lynchage des Imbonerakure pris en flagrant délit de vol*, 26/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/26/cibitoke-lynchage-des-imbonerakure-pris-en-flagrant-delit-de-vol/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : neuf corps de rebelles rwandais retrouvés dans la Kibira*, 03/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/03/cibitoke-neuf-corps-de-rebelles-rwandais-retrouves-dans-la-kibira/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : plus de 100 familles expropriées de leurs terres à Rugombo*, 06/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/06/cibitoke-plus-de-100-familles-expropriees-de-leurs-terres-a-rugombo/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : plus de 40 rebelles rwandais tués par l'armée burundaise*, 14/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/14/cibitoke-plus-de-40-rebelles-rwandais-tues-par-larmee-burundaise/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : quand la spoliation des terres poussent les propriétaires à l'exil*, 03/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/03/cibitoke-quand-la-spoliation-des-terres-poussent-les-proprietaires-a-lexil/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : quatre corps d'officiers burundais ont été rapatriés de la RDC*, 01/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/01/cibitoke-quatre-corps-dofficiers-burundais-ont-ete-rapatries-de-la-rdc/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : quatre corps retrouvés dans la réserve naturelle de la Kibira*, 18/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/18/cibitoke-quatre-corps-retrouves-dans-la-reserve-naturelle-de-la-kibira/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : quatre corps retrouvés en moins de trois jours*, 07/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/07/cibitoke-quatre-corsps-retrouves-en-moins-de-trois-jours/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois corps découverts au bord de la rivière Rusizi*, 30/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/30/cibitoke-trois-corps-decouverts-au-bord-de-la-riviere-rusizi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois corps découverts en moins d'une semaine*, 08/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/08/cibitoke-trois-corps-decouverts-en-moins-dune-semaine/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois corps découverts en une semaine*, 20/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/20/cibitoke-trois-corps-decouverts-en-une-semaine/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois officiers de police judiciaire et un administratif détenus pour meurtre et corruption*, 22/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/22/cibitoke-trois-officiers-de-police-judiciaire-et-un-administratif-detenus-pour-meurtre-et-corruption/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois rebelles rwandais et un militaire burundais tués à Mabayi*, 09/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/09/cibitoke-trois-rebelles-rwandais-et-un-militaire-burundais-tues-a-mabayi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un chef de zone et un responsable local des renseignements accusés de collecte illégale d'argent*, 09/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/09/cibitoke-un-chef-de-zone-et-un-responsable-local-des-renseignements-accuses-de-collecte-illegale-dargent/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un corps d'un homme retrouvé mort après être arrêté par un représentant du SNR passe deux semaines à la morgue*, 29/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/29/cibitoke-un-corps-dun-homme-retrouve-mort-apres-etre-arrete-par-un-representant-du-snr-passe-deux-semaines-a-la-morgue/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un corps d'un sexagénaire retrouvé au bord de la Rusizi, des Imbonerakure soupçonnés du meurtre*, 16/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/14/cibitoke-un-corps-dun-sexagenaire-retrouve-au-bord-de-la-rusizi-des-imbonerakure-soupcennes-du-meurtre/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un enseignant retrouvé sain et sauf après quatre jours de détention dans un lieu tenu secret*, 28/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/28/cibitoke-un-enseignant-retrouve-sain-et-sauf-apres-quatre-jours-de-detention-dans-un-lieu-tenu-secret/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un homme tué au bureau provincial des renseignements*, 08/02/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/02/08/cibitoke-un-homme-tue-au-bureau-provincial-des-renseignements/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un militant du CNL et un ancien membre enlevés*, 10/04/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/10/cibitoke-un-militant-du-cnl-et-un-ancien-membre-enleves/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : un responsable du parti CNL assassiné*, 16/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/16/cibitoke-un-responsable-du-parti-cnl-assassine/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : une dizaine de morts et plusieurs blessés découverts à la Kibira*, 21/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/21/cibitoke-une-dizaine-de-morts-et-plusieurs-blesses-decouverts-a-la-kibira/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke-Bukinanyana : deux Imbonerakure arrêtés pour collaboration avec les rebelles rwandais FLN*, 21/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/21/cibitoke-bukinanyana-deux-imbonerakure-arretes-pour-collaboration-avec-les-rebelles-rwandais-fln/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Droits humains : libéré, Nestor Nibitanga aura passé 4 ans en prison*, 17/05/2021, <https://www.sosmediasburundi.org/2021/05/17/droits-humains-libere-nestor-nibitanga-aura-passe-4-ans-en-prison/> [consulté le 10/02/2022]

SOS Médias Burundi, *Gasorwe : un militant du CNL enlevé*, 30/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/30/gasorwe-un-militant-du-cnl-enleve/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Giharo : le parti CNDD-FDD force ses membres à verser de l'argent*, 02/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/02/giharo-le-parti-cnnd-fdd-force-ses-membres-a-payer-de-largent/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Gitega : 24 présumés homosexuels en détention*, 02/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/02/gitega-24-presumes-homosexuels-en-detention/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : découverte d'un corps*, 24/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/24/gitega-decouverte-dun-corps/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : découverte d'un deuxième corps en trois jours*, 20/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/20/gitega-decouverte-dun-deuxieme-corps-en-trois-jours/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : des Imbonerakure rackettent les clients dans les stations-service*, 06/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/06/gitega-des-imbonerakure-rackettent-les-clients-dans-les-stations%E2%80%90service/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Gitega : deux meurtres non élucidés dans les communes de Gishubi et Mutaho*, 18/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/18/gitega-deux-meurtres-non-elucides-dans-les-communes-de-gishubi-et-mutaho/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : deux opposants en détention depuis plus d'un mois*, 23/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/23/gitega-deux-opposants-en-detention-depuis-plus-dun-mois/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : la cour d'appel a confirmé la détention pour 16 présumés homosexuels*, 21/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/21/gitega-la-cour-dappel-a-confirme-la-detention-pour-16-presumes-homosexuels/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : le prix des produits vivriers monte jusqu'au double, des habitants s'inquiètent*, 12/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/12/gitega-le-prix-des-produits-vivriers-monte-jusquau-double-des-habitants-sinquietent/> [consulté le 03/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Gitega : prison à vie pour un policier coupable de meurtre*, 03/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/03/gitega-prison-a-vie-pour-un-policier-coupable-de-meurtre/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Gitega : un homme gravement blessé par des Imbonerakure*, 12/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/12/gitega-un-homme-gravement-blesse-par-des-imbonerakure/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Itombwe : les militaires burundais et congolais se sont affrontés avec les FNL*, 21/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/21/itombwe-les-militaires-burundais-et-congolais-se-sont-affrontes-avec-les-fnl/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kabarore : des contributions forcées des enseignants*, 16/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/16/kabarore-des-contributions-forcees-des-enseignants/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kakuma (Kenya) : deux réfugiés burundais tués*, 01/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/01/kakuma-kenya-deux-refugies-burundais-tues/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kakuma (Kenya) : un réfugié burundais tué, trois autres grièvement blessés*, 12/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/12/kakuma-kenya-un-refugie-burundais-tue-trois-autres-grievement-blesses/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kanyosha : un militant du CNL introuvable depuis ce mardi*, 11/02/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/02/11/kanyosha-un-militant-du-cnl-introuvable-depuis-ce-mardi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kanyosha : un opposant enlevé*, 14/01/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/01/14/kanyosha-un-opposant-enleve/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Karusi : le correspondant de la Radio Isanganiro sommé de soumettre ses reportages aux autorités avant d'être diffusés*, 11/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/11/karusi-le-correspondant-de-la-radio-isanganiro-somme-de-soumettre-ses-reportages-aux-autorites-avant-detre-diffuses/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Karusi : un homme blessé à coups de couteau*, 28/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/28/karusi-un-homme-hospitalise-apres-etre-blesses-a-coups-de-couteaux-par-un-imbonerakure/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Kayanza : des entraînements paramilitaires d'Imbonerakure inquiètent*, 03/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/03/kayanza-des-entraitements-paramilitaires-dimbonerakure-inquietent/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kayanza : le gouverneur compte sur les natifs pour construire des locaux servant de bureaux*, 20/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/20/kayanza-le-gouverneur-compte-sur-les-natifs-pour-construire-des-locaux-servant-de-bureaux/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kayokwe : libération d'un ancien militaire*, 01/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/01/kayokwe-liberation-dun-ancien-militaire/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kibago : huit personnes d'une même famille en détention*, 13/04/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/13/kibago-huit-personnes-dune-meme-famille-en-detention/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kibago : Mbizi sans un instant de répit*, 19/04/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/19/kibago-mbizi-sans-un-instant-de-repit/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kiremba : des Imbonerakure persécutent des habitants durant les rondes nocturnes*, 30/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/30/kiremba-des-imbonerakure-persecutent-des-habitants-durant-les-rondes-nocturnes/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : 15 ans de prison ferme pour sept personnes accusées de tentative de rébellion, un opposant visé*, 11/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/11/kirundo-15-ans-de-prison-ferme-pour-sept-personnes-accusees-de-tentative-de-rebellion-un-opposant-vise/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : contribution forcée des habitants qui finit dans les poches des administratifs et militants du parti présidentiel*, 06/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/06/kirundo-contribution-forcee-des-habitants-qui-finit-dans-les-poches-des-administratifs-et-militants-du-parti-presidentiel/> [consulté le 06/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : des cotisations forcées inquiètent le personnel de santé*, 18/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/18/kirundo-des-cotisations-forcees-inquietent-le-personnel-de-sante/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : le CNDD-FDD organise une formation paramilitaire des Imbonerakure déguisée en une formation patriotique*, 01/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/01/kirundo-le-cndd-fdd-organise-une-formation-paramilitaire-des-imbonerakure-deguisee-en-une-formation-patriotique/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : le parti CNDD-FDD exige des contributions forcées pour accueillir son secrétaire général*, 12/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/12/kirundo-le-parti-cndd-fdd-exige-des-contributions-forcees-pour-accueillir-son-secetaire-general/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : les autorités soupçonnent de nouveau le Rwanda d'entretenir des groupes armés*, 26/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/26/kirundo-les-autorites-soupconnent-de-nouveau-le-rwanda-dentretenir-des-groupes-armes/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : qui a tué le rapatrié Kambayingwe ?*, 21/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/21/kirundo-qui-a-tue-le-rapatrie-kambayingwe/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : trois femmes tuées en quatre mois seulement*, 25/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/25/kirundo-trois-femmes-tuees-en-quatre-mois-seulement/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : un Imbonerakure tué par ses pairs*, 11/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/11/kirundo-un-imbonerakure-tue-par-ses-pairs/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : un rapatrié enlevé*, 27/08/2021, <https://www.sosmediasburundi.org/2021/08/27/kirundo-un-rapatrie-enleve/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : un responsable des Imbonerakure en détention*, 21/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/21/kirundo-un-responsable-des-imbonerakure-en-detention/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Kirundo: une énième contribution forcée pour la construction d'une permanence provinciale du CNDD-FDD décriée*, 02/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/02/kirundo-une-enieme-contribution-forcee-pour-la-construction-dune-permanence-provinciale-du-cndd-fdd-decreee/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Lusenda : 117 réfugiés burundais sont rentrés*, 25/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/25/lusenda-117-refugies-burundais-sont-rentres/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Lusenda : des champs appartenant aux réfugiés sont récoltés par des groupes armés*, 02/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/02/lusenda-des-champs-appartenant-aux-refugies-sont-recoltes-par-des-groupes-armes/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Lusenda : famine au camp de réfugiés burundais*, 28/02/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/02/28/lusenda-famine-au-camp-de-refugies-burundais/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Mabanda : un homme vit dans la clandestinité de peur d'être tué par des responsables du CNDD-FDD*, 25/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/25/mabanda-un-homme-vit-dans-la-clandestinite-de-peur-detre-tue-par-des-responsables-du-cndd-fdd/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Mabayi : une femme tuée*, 22/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/22/mabayi-une-femme-tuee/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : avenir incertain des réfugiés burundais*, 18/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/18/mahama-rwanda-avenir-incertain-des-refugies-burundais/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : l'assassinat d'au moins huit réfugiés burundais instaure la psychose*, 11/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/11/mahama-rwanda-lassassinat-dau-moins-huit-refugies-burundais-instaure-la-psychose/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Makamba : découverte macabre*, 19/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/19/makamba-decouverte-macabre-2/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Makamba : des entraînements paramilitaires des Imbonerakure inquiètent*, 31/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/31/makamba-des-entraitements-paramilitaires-des-imbonerakure-inquietent/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Makamba : le CNDD-FDD a lancé les entraînements paramilitaires des Imbonerakure officiellement*, 18/04/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/18/makamba-le-cndd-fdd-a-lance-les-entraitements-paramilitaires-des-imbonerakure-officiellement/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Makamba : persécution des membres et perturbation des activités du parti CNL*, 26/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/26/makamba-persecution-des-membres-et-perturbation-des-activites-du-parti-cnl/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Médias : les responsables des radios Isanganiro et Bonesha FM convoqués par le CNC*, 16/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/16/medias-les-responsables-des-radios-isanganiro-et-bonesha-fm-convoques-par-le-cnc/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Minembwe : l'armée burundaise menace d'attaquer le groupe armé Twirwaneho*, 12/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/12/minembwe-larmee-burundaise-menace-dattaquer-le-groupe-arme-twirwaneho/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Mtendeli (Tanzanie) : des rapatriés reprennent le chemin de l'exil*, 14/07/2021, <https://www.sosmediasburundi.org/2021/07/14/mtendeli-tanzanie-des-rapatries-reprennent-le-chemin-de-lxil/> [consulté le 03/01/2022]

SOS Médias Burundi, *Mugina : un sexagénaire tué dans des circonstances non encore élucidées*, 02/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/02/mugina-un-sexagenaire-tue-dans-des-circonstances-non-encore-elucidees/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Muhuta : l'ancienne administratrice arrêtée*, 09/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/09/muhuta-lancienne-administratrice-arretee/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Muramvya : un membre du CNL en détention depuis un mois*, 20/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/20/muramvya-un-membre-du-cnl-en-detention-depuis-un-mois/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Musigati : les habitants craignent la famine*, 16/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/16/musigati-les-habitants-craignent-la-famine/> [consulté le 03/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Mutumba : découverte d'un corps d'une femme*, 07/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/07/mutumba-decouverte-dun-corps-dune-femme/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Mutumba : les déplacés contraints d'adhérer au parti CNDD-FDD*, 05/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/05/mutumba-les-deplacés-contraints-dadherer-au-parti-cndd-fdd/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Muyinga* : deux militants du CNL molestés par des Imbonerakure, 22/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/22/muyinga-deux-militants-du-cn-l-molestes-par-des-imbonerakure/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Muyinga* : les renseignements ont arrêté trois opposants dont un représentant local, 10/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/10/muyinga-les-renseignements-ont-arrete-trois-opposants-dont-un-representant-local/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Muyinga* : plus de 50 opposants en détention, 18/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/18/muyinga-plus-de-50-opposants-en-detention/> [consulté le 13/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Mwaro* : deux Imbonerakure poursuivis pour meurtre locataires du cachot de la police à Nyabihanga, 31/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/31/mwaro-deux-imbonerakure-poursuivis-pour-meurtre-locataires-du-cachot-de-la-police-a-nyabihanga/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Nakivale (Ouganda)* : des enfants meurent en grand nombre, des structures sanitaires soupçonnent la malnutrition comme cause, 08/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/08/nakivale-ouganda-des-enfants-meurent-en-grand-nombre-des-structures-sanitaires-soupconnent-la-malnutrition-comme-cause/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Nakivale (Ouganda)* : une cinquantaine de ménages burundais retournent en exil, 10/02/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/02/10/nakivale-ouganda-une-cinquantaine-de-menages-burundais-retournent-en-exil/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie)* : deux jeunes réfugiés burundais torturés, 19/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/19/nduta-tanzanie-deux-jeunes-refugies-burundais-tortures/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie)* : dix demandeurs d'asile burundais en détention, 11/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/11/nduta-tanzanie-dix-demandeurs-dasile-burundais-en-detention/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie)* : émeutes entre la police et des réfugiés burundais, 10/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/10/nduta-tanzanie-emeutes-entre-la-police-et-des-refugies-burundais/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie)* : sit in des demandeurs d'asile devant les bureaux du HCR, 31/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/31/nduta-tanzanie-sit-in-des-demandeurs-dasile-devant-les-bureaux-du-hcr/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ngagara* : plusieurs personnes interpellées lors d'une fouille, 16/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/16/ngagara-plusieurs-personnes-interpellees-lors-dune-fouille/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ngozi* : les communes de Tangara et Nyamurenza ont de nouveaux administrateurs, 15/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/15/ngozi-les-communes-de-tangara-et-nyamurenza-ont-de-nouveaux-administrateurs/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Ngozi* : les responsables du CNL réclament la révision du procès des militants incarcérés, 18/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/18/ngozi-les-responsables-du-cn-l-reclament-la-revision-du-proces-des-militants-incarceres/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ngozi* : lourde peine pour des opposants de Kiremba, 11/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/11/ngozi-lourde-peine-pour-des-opposants-de-kiremba/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ngozi* : prison à vie requis contre deux commanditaires d'un meurtre dont un ancien chef des Imbonerakure, 15/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/15/ngozi-prison-a-vie-requis-contre-deux-commanditaires-dun-meurtre-dont-un-ancien-chef-des-imbonerakure/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Ngozi* : trois hommes dont un responsable des Imbonerakure accusés de meurtre prennent la prison à vie, 05/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/05/ngozi-trois-hommes-dont-un-responsable-des-imbonerakure-accuses-de-meurtre-prennent-la-prison-a-vie/> [consulté le 05/10/2022]

- SOS Médias Burundi, *Ngozi : un militant du CNL retrouvé mort*, 08/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/08/ngozi-un-militant-du-cnl-retrouve-mort/> [consulté le 13/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Ngozi : un opposant décède après lui être refusé de se faire soigner par les responsables de la prison*, 10/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/10/ngozi-un-opposant-decede-apres-lui-etre-refuse-de-se-faire-soigner-par-les-responsables-de-la-prison/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Nyabihanga : deux Imbonerakure en détention*, 10/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/10/nyabihanga-deux-imbonerakure-en-detention/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Nyanza-lac : des habitants obligés de vendre leurs terres à des prix dérisoires à des dignitaires du CNDD-FDD*, 19/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/19/nyanza-lac-des-habitants-obliges-de-vendre-leurs-terres-a-des-prix-derisoires-a-des-dignitaires-du-cndd-fdd/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac : le secrétaire général du CNDD-FDD menace de tuer certains militants*, 18/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/18/nyanza-lac-le-secretaire-general-du-cndd-fdd-menace-de-tuer-certains-militants/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac : meurtre d'un jeune homme, des proches réclament toujours justice*, 23/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/23/nyanza-lac-meurtre-dun-jeune-homme-des-proches-reclament-toujours-justice/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac : quatre corps découverts en moins d'une semaine*, 04/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/04/nyanza-lac-quatre-corps-decouverts-en-moins-dune-semaine/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Nyanza-Lac : un ancien chef collinaire tabassé par un Imbonerakure*, 19/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/19/nyanza-lac-un-ancien-chef-collinaire-tabasse-par-un-imbonerakure/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Nyarugugu (Tanzanie) : des Burundais continuent d'être rapatriés de force*, 21/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/21/nyarugugu-tanzanie-des-burundais-continuent-detre-rapatries-de-force/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Citiboke : des administratifs de Mabayi accusés de collaborer avec des rebelles rwandais basés dans la Kibira*, 13/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/13/citiboke-des-administratifs-de-mabayi-accuses-de-collaborer-avec-des-rebelles-rwandais-bases-dans-la-kibira/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Bubanza : explosion d'abandons scolaires à cause de la faim*, 09/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/09/bubanza-explosion-dabandons-scolaires-a-cause-de-la-faim/> [consulté le 03/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Photo de la semaine : les réfugiés burundais installés en Tanzanie plaignent pour une année moins éprouvante*, 16/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/16/photo-de-la-semaine-les-refugies-burundais-installes-en-tanzanie-plaignent-pour-une-annee-moins-eprouvante/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Prince Louis Rwagasore : un hôpital aussi malade que les patients qu'il reçoit*, 13/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/13/prince-louis-rwagasore-un-hopital-aussi-malade-que-les-patients-quil-recoit/> [consulté le 03/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *RDC : la FDNB entre enfin au Congo officiellement*, 15/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/15/rdc-la-fdnb-entre-enfin-au-congo-officiellement/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Rugombo : découverte d'un cadavre*, 15/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/15/rugombo-decouverte-dun-cadavre/> [consulté le 25/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Rugombo : découverte de deux corps*, 24/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/24/rugombo-decouverte-de-deux-corps-2/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rugombo : les Imbonerakure confiés à des entraînements paramilitaires*, 23/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/23/rugombo-les-imbonerakure-confies-a-des-entraitements-paramilitaires/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Rugombo : trois corps retrouvés en moins d'une semaine*, 05/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/05/rugombo-trois-corps-retrouves-en-moins-dune-semaine/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rumonge : découverte et inhumation de deux coprs sans leur identification*, 16/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/16/rumonge-decouverte-et-inhumation-de-deux-coprs-sans-leur-identification/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Rumonge : les Imbonerakure reçoivent une formation paramilitaire, les habitants ont peur*, 23/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/23/rumonge-les-imbonerakure-recoivent-une-formation-paramilitaire-les-habitants-ont-peur/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Rumonge : les jeunes interdits de se rendre en Tanzanie et RDC par peur de groupes armés*, 09/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/09/rumonge-les-jeunes-interdits-de-se-rendre-en-tanzanie-et-rdc-par-peur-de-groupes-armes/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rumonge : un corps d'une femme retrouvé*, 01/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/01/rumonge-un-corps-dune-femme-retrouve/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutana : découverte d'un corps d'une femme*, 04/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/04/rutana-decouverte-dun-corps-dune-femme/> [consulté le 03/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutana : le gouverneur de province et le responsable du SNR visés par une enquête*, 21/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/21/rutana-le-gouverneur-de-province-et-le-responsable-du-snr-vises-par-une-enquete/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Rutana : le procureur de province suspendu de ses fonctions pour trois mois*, 15/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/15/rutana-le-procureur-de-province-suspendu-de-ses-fonctions-pour-trois-mois/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutana : un militant du parti présidentiel suspecté d'avoir commandité un assassinat libéré*, 11/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/11/rutana-un-militant-du-parti-presidentiel-suspecte-davoir-commandite-un-assassinat-libere/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutana : un militant influent du CNDD-FDD écope d'une année d'emprisonnement*, 03/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/03/rutana-un-militant-influent-du-cndd-fdd-ecope-dune-annee-demprisonnement/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutana-Giharo : des responsables locaux du parti présidentiel exigent une contribution à l'opposition pour leur fête prévue*, 18/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/18/rutana-giharo-des-responsables-locaux-du-parti-presidentiel-exigent-une-contribution-a-lopposition-pour-leur-fete-prevue/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutovu : un Imbonerakure blessé à la machette par son collègue*, 09/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/09/rutovu-un-imbonerakure-blesse-a-la-machette-par-son-college/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : des militants des partis d'opposition contraints d'adhérer au CNDD-FDD pour préserver leur emploi*, 27/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/27/ruyigi-des-militants-des-partis-dopposition-contraints-dadherer-au-cndd-fdd-pour-preserver-leur-emploi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : incarcération d'un Imbonerakure pour blessures graves infligées à une opposante*, 13/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/13/ruyigi-incarceration-dun-imbonerakure-pour-blessures-graves-infligees-a-une-opposante/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : trois Imbonerakure envoient impunément une femme à l'hôpital*, 09/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/09/ruyigi-trois-imbonerakure-envoient-impunement-une-femme-a-lhopital/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : une militante du CNL tabassée jusqu'à être admise dans un hôpital*, 02/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/02/ruyigi-une-militante-du-cnl-tabassee-jusqua-etre-admise-dans-un-hopital/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Rwanda-Burundi : le Burundi déclare avoir réouvert ses frontières avec le Rwanda*, 25/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/25/rwanda-burundi-le-burundi-declare-avoir-reouvert-ses-frontieres-avec-le-rwanda/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Rwanda-Burundi : rencontre pour arroser le renforcement des relations*, 12/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/12/rwanda-burundi-rencontre-pour-arroser-le-renforcement-des-relations/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Ryansoro : découverte d'un corps*, 26/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/26/ryansoro-decouverte-dun-corps/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Sud-Kivu : le général Nzabampema dément avoir été délogé de ses positions stratégiques*, 28/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/28/sud-kivu-le-general-nzabampema-dement-avoir-ete-deloge-de-ses-positions-strategiques/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Sud-Kivu : les armées burundaise et congolaise annoncent avoir délogé les FNL*, 27/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/27/sud-kivu-les-armees-burundaise-et-congolaise-annoncent-avoir-deloge-les-fnl/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : 137 intellectuels réfugiés burundais tués en six ans*, 27/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/27/tanzanie-137-intellectuels-refugies-burundais-tues-en-six-ans/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : 6 Tanzaniens condamnés à 15 ans de prison pour avoir participé dans un lynchage qui a conduit à la mort de deux réfugiés burundais*, 24/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/24/tanzanie-6-tanzaniens-condamnes-a-15-ans-de-prison-pour-avoir-participe-dans-un-lynchage-qui-a-conduit-a-la-mort-de-deux-refugies-burundais/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : la ration des réfugiés réduite de 15%*, 03/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/03/tanzanie-la-ration-des-refugies-reduite-de-15/> [consulté le 03/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : le HCR demande aux autorités tanzaniennes de cesser le harcèlement contre les réfugiés burundais*, 05/07/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/07/05/tanzanie-le-hcr-demande-aux-autorites-tanzaniennes-de-cesser-le-harcelement-contre-les-refugies-burundais/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : les autorités vont refouler d'anciens réfugiés burundais retournés en exil*, 06/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/06/tanzanie-les-autorites-vont-refouler-danciens-refugies-burundais-retournes-en-exil/> [consulté le 13/02/2022]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : les maladies liées à la malnutrition menacent les enfants de moins de cinq ans dans les camps de réfugiés burundais*, 29/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/29/tanzanie-les-maladies-liees-a-la-malnutrition-menacent-les-enfants-de-moins-de-cinq-ans-dans-les-camps-de-refugies-burundais/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : plus de deux mille Burundais ont regagné l'exil en moins de deux ans*, 06/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/06/tanzanie-plus-de-deux-mille-burundais-ont-regagne-lexil-en-moins-de-deux-ans/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : près de 4750 réfugiés burundais arrêtés en essayant de rejoindre d'autres pays de la région en quatre mois*, 06/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/06/tanzanie-pres-de-4750-refugies-burundais-arretes-en-essayant-de-rejoindre-dautres-pays-de-la-region-en-quatre-mois/> [consulté le 06/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Uvira (RDC) : la FDNB se trouve de nouveaux alliés*, 24/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/24/uvira-rdc-la-fdnb-se-trouve-de-nouveaux-allies/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Vugizo : découverte d'un corps d'une jeune fille*, 01/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/01/vugizo-decouverte-dun-corps-dune-jeune-fille/> [consulté le 25/04/2023]

SOS-Torture Burundi [blog], s.d., <https://sostortureburundi.org/> [consulté le 05/10/2022]

The World Bank, *The World Bank in Burundi: Overview*, s.d., <https://www.worldbank.org/en/country/burundi/overview> [consulté le 02/05/2023]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Aperçu des besoins humanitaires. Burundi. Cycle de programme humanitaire 2022*, 02/2022, https://reliefweb.int/attachments/746eaedb-54c9-3744-baa3-b9f66e84b7c5/hno_2022-burundi_final.pdf [consulté le 05/10/2022]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Burundi. Rapport de situation*, 15/04/2022, <https://reliefweb.int/attachments/02f81a8c-21cb-353d-b901-5d60189e6298/Rapport%20de%20situation%20-%20Burundi%20-%202015%20avr.%202022.pdf> [consulté le 05/10/2022]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) e.a., *Besoins et plan de réponse humanitaire Burundi. Cycle de programme humanitaire 2023*, 03/2023, <https://reliefweb.int/attachments/c188fdb3-23f2-4671-b83d-af5e8426fe94/Burundi%20HRP.pdf> [consulté le 02/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Protection Monitoring. Reintegration Trends*, 31/07/2022, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/96824> [consulté le 15/02/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Le chef du HCR salue les progrès accomplis en matière de rapatriement des réfugiés burundais et appelle à un soutien accru*, 10/02/2023, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2023/2/63e66acca/chef-hcr-salue-progres-accomplis-matiere-rapatriement-refugies-burundais.html> [consulté le 13/02/2022]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Regional overview of the Burundian refugee population: 2021 Burundi Regional RRP*, 31/12/2021, https://reliefweb.int/attachments/5362247e-bb5f-3fbf-8b1b-8657a59eea21/BDI_population_dashboard_2021_December.pdf [consulté le 05/10/2022]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. Population of concern to UNHCR as of 28 February 2023*, 23/03/2023, https://reliefweb.int/attachments/974cef42-7f3e-4c0d-99c4-b47f0dc3e7e0/RB_EHAGL_Burundi%20Situation_20230228.pdf [consulté le 02/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR) Operational Data Portal, *Refugee situation. Burundi Situation*, 30/04/2023 [last update], <https://data.unhcr.org/en/situations/burundi> [consulté le 09/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Operation. Returnees by Province of return from September 2017 to 30 April 2023*, 04/05/2023, <https://reliefweb.int/attachments/5488739d-3321-4518-a68a-01452914d428/Return%20Area%20Map%20-%20April%202023.pdf> [consulté le 09/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. Population of concern to UNHCR as of 31 December 2022*, 24/01/2023, https://reliefweb.int/attachments/59936e68-4e31-4ef5-807e-d596e613a4b6/RB_EHAGL_Burundi%20Situation_221231.pdf [consulté le 02/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. Population of concern to UNHCR as of 31 March 2023*, 03/05/2023, https://reliefweb.int/attachments/6533b8da-8c36-4e90-a136-3ce223f27991/RB_EHAGL_Burundi%20Situation_20230331_v2.pdf [consulté le 03/05/2023]

Yaga (Mugenzi T.), *Burundi : une nouvelle ère pour les organisations de la société civile (OSC) ?*, 21/03/2023, <https://www.yaga-burundi.com/2023/nouvelle-ere-organisations-societe-civile-osc/> [consulté le 13/04/2023]

Yaga Burundi, *Abandons scolaires : les chiffres font froid dans le dos*, 23/03/2023, <https://www.yaga-burundi.com/2023/abandons-scolaires-chiffres/> [consulté le 03/05/2023]

Yaga Burundi, *Comment enrayer la spirale inflationniste dans laquelle s'enfonçe le pays ?*, 05/01/2023, <https://www.yaga-burundi.com/2023/enrayer-spirale-inflationniste/> [consulté le 02/05/2023]